

CA1
EA360
86I57f
c.1

DOCS

b 2182245 (F)

ANNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Rapport de la tournée au Canada

de M. Douglas Roche

Ambassadeur au Désarmement

Du 13 avril au 2 mai 1986



External Affairs
Canada

Ambassador
for Disarmament

Affaires extérieures
Canada

Ambassadeur
au Désarmement

ANNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Rapport de la tournée au Canada

de M. Douglas Roche

Ambassadeur au Désarmement

Du 13 avril au 2 mai 1986

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUL 13 1986
JUL

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

125 promenade Sussex Drive
Ottawa, Canada
K1A 0G2



43 249-206

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
INTRODUCTION	1
PROCLAMATION DES NATIONS UNIES SUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX	4
RÉSUMÉ DE LA DÉCLARATION FAITE DANS CHAQUE VILLE PAR L'AMBASSADEUR ROCHE	5
PRÉLUDE AUX RENCONTRES DU GROUPE CONSULTATIF	6
RAPPORT DES DISCUSSIONS	10
ST. JEAN, TERRE-NEUVE	10
LE 14 AVRIL 1986	
HALIFAX, NOUVELLE-ÉCOSSE	13
LE 15 AVRIL 1986	
CHARLOTTETOWN, Î.-P.-É.	18
LE 17 AVRIL 1986	
SAINT JOHN, NOUVEAU-BRUNSWICK	22
LE 18 AVRIL 1986	
MONTRÉAL, QUÉBEC	25
LE 20 AVRIL 1986	
WATERLOO, ONTARIO	29
LE 22 AVRIL 1986	
TORONTO I, ONTARIO	32
LE 22 AVRIL 1986	
TORONTO II, ONTARIO	36
LE 23 AVRIL 1986	
WINNIPEG, MANITOBA	39
LE 25 AVRIL 1986	
SASKATOON, SASKATCHEWAN	43
LE 28 AVRIL 1986	

	<u>PAGE</u>
VICTORIA, COLOMBIE-BRITANNIQUE	46
LE 29 AVRIL 1986	
VANCOUVER, COLOMBIE-BRITANNIQUE	50
LE 30 AVRIL 1986	
EDMONTON, ALBERTA	56
LE 2 MAI 1986	
OTTAWA, ONTARIO	60
LE 9 MAI 1986	
 RAPPORT DES TRIBUNES PUBLIQUES	 65
 ANNEXES	
A. Notes pour une allocution de l'ambassadeur Roche aux tribunes publiques	 71
B. Itinéraire de la tournée	89
C. Coupures de presse	117

INTRODUCTION

Dans le cadre du programme mis sur pied par le gouvernement du Canada à l'occasion de l'Année internationale de la paix, M. Douglas Roche, ambassadeur au Désarmement a, du 13 avril au 2 mai dernier, fait une tournée à travers le Canada pour discuter avec le public des thèmes de l'Année internationale de la paix et des rapports entre le désarmement et le développement.

L'ambassadeur a tenu des tribunes dans les dix provinces, dirigé des consultations de trois heures avec 198 Canadiens dans treize villes (Saint-Jean, Halifax, Charlottetown, Saint John, Montréal, Toronto, Waterloo, Winnipeg, Saskatoon, Edmonton, Vancouver, Victoria et Ottawa). Il a en outre pris la parole au cours de sept déjeuners d'affaires organisés par les clubs Rotary et Kiwanis, organisé des séances d'information de base à l'intention de quinze comités de rédaction de journaux et accordé trente-huit interviews à la presse écrite, à la radio et à la télévision. Il a également pris la parole à diverses autres occasions, notamment lors d'une assemblée organisée dans une école secondaire d'Halifax, au vingt-cinquième anniversaire de la Catholic Social Services Conference à Edmonton, à l'ouverture officielle du pavillon des Nations Unies à Expo 86 et au Vancouver Centennial Peace and Disarmament Festival. Pendant ces trois semaines, l'ambassadeur a parlé à plus de 4 000 personnes et, grâce aux médias, a pu rejoindre 11 millions de Canadiens.

L'ambassadeur Roche a été accompagné de M. Oleg Chistoff, directeur adjoint du Contrôle des armements et du désarmement (du 13 au 19 avril), du Lt Col Alex Morrison, conseiller auprès de la mission permanente du Canada aux Nations Unies à New York (du 19 avril au 2 mai), de Mme Jill Sinclair, adjointe de l'ambassadeur pour la recherche, de M. Jim Leblanc, chef de cabinet, de M. Firdhaus Kharas, directeur exécutif de l'Association canadienne pour les Nations Unies.

La tournée avait trois objectifs:

- consulter les Canadiens sur la question des rapports entre le désarmement et le développement dans le cadre de nos préparatifs à la conférence internationale des Nations Unies sur ce thème (voir à la page 10 le rapport sur cette partie de la tournée);

- organiser des tribunes publiques afin d'encourager la discussion, le débat et l'éducation du public sur les points du vaste ordre du jour établi par les Nations Unies dans leur proclamation de l'Année internationale de la paix (voir à la page 65 le rapport sur cette partie de la tournée);
- diriger une série complète d'interviews de presse et de rencontres de comités de rédaction afin de sensibiliser la presse à la contribution du Canada au vaste ordre du jour pour la paix, notamment le contrôle des armements et le désarmement, le développement économique et social, et les droits de l'homme.

Les rencontres des comités de rédaction regroupaient normalement le rédacteur en chef et les rédacteurs principaux et(ou) éditorialistes qui, pendant à peu près une heure, ont été breffés en détail et non officiellement par l'ambassadeur Roche. Les rédacteurs ont été très réceptifs et attentifs, et ont posé diverses questions sur les thèmes de la paix et du désarmement, ainsi que sur les Nations Unies et la politique étrangère du Canada.

Les interviews officielles de l'ambassadeur Roche ont été habituellement menées par des reporters aux bureaux du journal ou en studio. Bien que certains articles de journaux aient été inexacts, les questions semblaient en général pertinentes, quelques reporters ayant manifestement étudié les documents de base qui leur avaient été envoyés à l'avance. La plupart des questions étaient axées sur le thème de l'Année internationale de la paix. Toutefois, quelques reporters ont ramené l'interview aux mesures américaines en Libye ou à l'accident nucléaire de Tchernobyl qui étaient d'actualité au début et à la fin de la tournée respectivement.

Dans l'ensemble, les médias ont collaboré à l'objectif de la tournée qui consistait à informer le public canadien de l'Année internationale de la paix et des objectifs de la politique étrangère du Canada en matière de paix et de désarmement.

L'ambassadeur Roche a en outre pris la parole à sept rencontres des clubs Rotary et Kiwanis organisées à travers le pays. Ces rencontres étaient destinées à pénétrer les principaux secteurs du monde des affaires que n'atteignent habituellement pas les débats sur les questions de paix et de désarmement. Dans l'ensemble, les hommes d'affaires ont été extrêmement réceptifs et intéressés.

Les rencontres consistaient normalement en une allocution de vingt minutes, suivie d'une brève période de questions-réponses. A ces occasions, l'Ambassadeur a souligné les initiatives et politiques du Canada et a rendu hommage au rôle joué par les clubs philanthropiques pour encourager la paix, grâce à des activités comme celles du Rotary Youth Exchange Programme.

L'Association canadienne pour les Nations Unies doit être félicitée pour le grand professionnalisme dont ont fait preuve ses agents dans l'organisation d'un programme astreignant.

PROCLAMATION DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

Considérant que l'Assemblée générale a décidé à l'unanimité de proclamer solennellement l'Année internationale de la paix le 24 octobre 1985, quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies,

Considérant que le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies offre une occasion unique de réaffirmer l'attachement aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,

Considérant que la paix constitue un idéal universel et que la paix est l'objectif premier de l'Organisation des Nations Unies,

Considérant que la promotion de la paix et de la sécurité internationales implique une action constante et positive des États et des peuples pour la prévention de la guerre, l'élimination des diverses menaces à la paix - y compris la menace nucléaire - le respect du principe du non-recours à la force, la solution des conflits et le règlement pacifique des différends, l'adoption de mesures propres à instaurer la confiance, le désarmement, l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins exclusivement pacifiques, le développement, la promotion et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la décolonisation dans l'esprit du principe d'autodétermination, l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de l'apartheid, l'amélioration de la qualité de la vie, la satisfaction des besoins de l'humanité et la protection de l'environnement,

Considérant que les peuples doivent vivre ensemble dans la paix et pratiquer la tolérance et qu'il a été reconnu que l'éducation, l'information, la science et la culture peuvent aider à atteindre cet objectif,

Considérant que l'Année internationale de la paix vient à point nommé relancer la réflexion et l'action en faveur de la paix,

Considérant que l'Année internationale de la paix offre aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales, non gouvernementales et autres l'occasion d'exprimer de manière concrète l'aspiration commune de tous les peuples à la paix,

Considérant que l'Année internationale de la paix offre l'occasion non seulement de célébrer, mais aussi de réfléchir et d'agir, de façon systématique et novatrice, en vue d'atteindre les buts de l'Organisation des Nations Unies,

Proclame solennellement l'année 1986 Année internationale de la paix et demande à tous les peuples de s'associer à l'Organisation des Nations Unies pour mener une action résolue de sauvegarde de la paix et de l'avenir de l'humanité.





RÉSUMÉ DE LA DÉCLARATION FAITE DANS CHAQUE VILLE
PAR L'AMBASSADEUR ROCHE

M. Douglas Roche, ambassadeur du Canada au Désarmement, a fait un appel en faveur d'un effort national concerté pour améliorer les conditions de paix dans le monde. M. Roche effectue actuellement une tournée de trois semaines au Canada pour parler de l'Année internationale de la paix.

Proclamée par les Nations Unies, l'Année internationale de la paix comprend un ordre du jour étendu, qui porte non seulement sur le contrôle des armements et le désarmement, mais aussi sur des progrès plus rapides du développement socio-économique et un plus grand respect des droits de l'homme.

M. Roche a déclaré que le Canada était un leader dans l'avancement des politiques touchant tous ces domaines. Il a affirmé à cet égard que le monde avait besoin des travaux continus qu'effectue le Canada pour vérifier les accords sur le contrôle des armements, stopper la prolifération des armes nucléaires, lutter contre la famine en Afrique et accélérer l'essor économique des nations en développement.

Soulignant que les Canadiens devaient mieux comprendre la gamme étendue des travaux effectués pour édifier la paix, M. Roche les a prié instamment d'oeuvrer ensemble pour susciter, de la part du public, davantage d'appuis à la résolution des grands problèmes mondiaux de notre temps : l'arrêt de la course mondiale aux armements et le renforcement de l'économie mondiale au bénéfice de toutes les régions.

L'ambassadeur a déclaré également qu'un Canada plus uni et plus déterminé peut, en renforçant tous les éléments de la sécurité humaine, apporter une contribution exceptionnelle à l'oeuvre de paix à long terme.



Prélude aux rencontres du Groupe consultatif

Les Nations Unies, qui ont été à l'avant-garde pour ce qui est de mettre en lumière les rapports entre le désarmement et le développement, ont publié en 1981 une importante étude sur ce thème.

Le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux des rapports entre le désarmement et le développement (document des Nations Unies n° A/36/356, série d'études 5, New York, 1982) concluait que:

"... le monde peut, soit poursuivre la course aux armements avec une singulière énergie, soit s'orienter consciemment et avec une promptitude délibérée vers un développement économique et social stable et équilibré dans le cadre d'un ordre économique et politique international plus acceptable. Il ne peut poursuivre les deux objectifs à la fois. Il convient de reconnaître que la course aux armements et le développement sont en concurrence, notamment sur le plan des ressources, mais aussi du fait des attitudes et perceptions essentielles qu'ils suscitent."

Cette étude, qui est depuis connue sous le titre de "Rapport Thorssen" (d'après le nom de la présidente du Groupe, M^{me} Inga Thorssen), a permis de catalyser les concepts mondiaux sur les rapports entre le désarmement et le développement.

Dans une résolution unanime, les Nations Unies ont demandé une conférence mondiale* sur la question, dont l'ordre du jour comprendrait entre autres:

- un examen de la relation entre le désarmement et le développement sous tous ses aspects et dimensions;
- un examen des implications du niveau et de l'ampleur des dépenses militaires pour les pays en développement, les pays développés, et les États dotés ou non d'armes nucléaires; et
- un examen des voies et moyens propres à dégager, par des mesures de désarmement, des ressources pour le développement.

* Le 13 mai, le gouvernement français a avisé le gouvernement canadien qu'il chercherait à faire reporter la conférence jusqu'en 1987.

Dans chacune des treize villes qu'il a visité, l'ambassadeur Roche a présidé une rencontre régionale du groupe consultatif sur les affaires de contrôle des armements et de désarmement qui devait avoir pour thème un examen des rapports entre le désarmement et le développement.

Le groupe consultatif, assemblée basée habituellement à Ottawa et convoquée deux fois par an sous la présidence de l'ambassadeur au Désarmement, est composé d'environ 60 représentants d'organisations non gouvernementales, d'universitaires, d'experts et de particuliers qui ont un intérêt ou des compétences dans les domaines du contrôle des armements et du désarmement. En cette année internationale de la paix, l'ambassadeur Roche a décidé d'élargir le processus de consultation, de pénétrer davantage les communautés régionales, et d'associer et de stimuler plus de canadiens sur l'importante question des rapports entre le désarmement et le développement.

Dans chaque ville, environ 25 personnes ont été invités à la consultation. Les principaux critères d'invitation devaient permettre la représentation suivante:

- Un tiers de représentants des ONG traditionnelles, en vue et nouvelles dans les domaines du désarmement et du développement;
- un tiers d'experts universitaires dans les diverses disciplines pertinentes, p. ex. les relations internationales, l'économie, l'histoire, l'agronomie, la philosophie, etc.
- Un tiers de représentants du monde des affaires et des chambres de commerce, et de représentants s'occupant "d'études stratégiques".

On espérait ainsi avoir un mélange équilibré d'opinions et de perspectives. Comme on le voit d'après la liste des participants figurant après le rapport de la rencontre dans chaque ville, le nombre réel de participants et leurs antécédents variaient considérablement d'un endroit à l'autre.

Avant la réunion, on a remis aux invités de la documentation de base sur la question (documents des Nations unies et autres).*

L'ambassadeur Roche a déclaré que les rapports entre le désarmement et le développement représentaient le point de convergence de deux grands thèmes des relations mondiales -- les tensions Est-Ouest et le dialogue Nord-Sud. Il a demandé aux participants d'étudier ce que signifiait la "sécurité" dans un monde interdépendant, indiquant à cet égard que cette interdépendance représentait à la fois un domaine commun et la vulnérabilité commune des habitants de la planète. Il a également demandé aux participants d'examiner la question de la portée des dépenses militaires sur l'économie mondiale, tant dans les pays développés qu'en développement, en les invitant à chercher les justifications des dépenses que font les gouvernements dans le secteur de la défense.

Il a fait remarquer que, même si l'ensemble des ramifications des rapports entre le désarmement et le développement sont toujours en voie d'élaboration, il n'est pas prématuré d'affirmer que la course aux armements et le développement sont en concurrence. Reste cependant la question de savoir comment le mieux gérer ces rapports dans le contexte triangulaire, dont fait état le rapport Thorssen, entre le désarmement, le développement et la sécurité.

L'ambassadeur a fait remarquer que le débat sur ce thème avait tendance à ramener en surface les principales questions actuelles de préoccupation mondiale. L'objectif de la rencontre du groupe consultatif devait être d'aborder certains de ces grands thèmes:

-- la course aux armements, classiques et nucléaires;

- * (i) Fiche documentaire sur le désarmement: "Étude des rapports entre le désarmement et le développement: un résumé"; (ii) Fiche documentaire sur le désarmement: "Étude des conséquences socio-économiques de la course aux armements et des dépenses militaires: un résumé"; (iii) "Rapport entre le désarmement et le développement: un aperçu de la participation des Nations unies"; (iv) Déclaration du Canada au comité préparatoire à la conférence internationale sur les rapports entre le désarmement et le développement; (v) Association canadienne pour les Nations unies: document d'information, "Année internationale de la paix".

- le développement;
- le rôle du Canada tant au niveau du désarmement que celui du développement;
- la contribution du Canada à la sécurité internationale.

Le principal objectif de la conférence des Nations Unies serait d'élever la conscience mondiale à la fois des questions relatives aux rapports entre le désarmement et le développement et de la définition nouvelle et élargie de la sécurité -- à savoir de quelle façon la sécurité internationale peut être renforcée par la réduction des armements et un développement accéléré.

Il convient de noter que les rapports ci-joints reflètent seulement les principaux thèmes et opinions qui se sont dégagés des débats. On n'a pas cherché à relater toutes les questions soulevées ou à refléter l'ensemble des échanges de vues qui ont eu lieu entre l'ambassadeur Roche et les participants, notamment pour ce qui est d'expliquer et d'éclaircir les diverses critiques faites à l'endroit de la politique du gouvernement du Canada relative à ces questions.

Il convient également de noter que ces rapports relatent les vues qui ont été présentées sans indiquer si celles-ci ont fait l'objet d'un accord entre tous les participants. Si le temps a manqué pour discuter en profondeur tous les aspects de la question et toutes les préoccupations des participants, on a tout de même essayé d'élaborer les principaux thèmes et questions. En général, les participants ont manifesté leur gratitude d'avoir eu cette occasion d'engager un débat sur la question et ont accueilli chaleureusement et encouragé ce type de débat public sur les questions de politique étrangère.

RAPPORT DES DISCUSSIONS

ST. JEAN, TERRE-NEUVE
LE 14 AVRIL 1986

Sur la question du désarmement et du développement dans son sens le plus large et en mettant l'accent sur le Canada, les participants discutent d'études sur la paix, du rôle des ONG, des enseignants et de la jeunesse, ainsi que d'autres rôles que l'on pourrait attribuer aux forces armées en général et aux forces canadiennes en particulier. Plusieurs thèmes reviennent fréquemment: le sous-développement des provinces maritimes, les préoccupations suscitées par la "militarisation" de ces provinces et le dilemme éthique qu'elle cause aux chômeurs, et la nécessité d'une politique étrangère canadienne vraiment indépendante. On discute également de concepts, comme la volonté politique, la nature du conflit et de la participation non violente dans la société, la coexistence des différentes idéologies politiques et religions, ainsi que la nécessité d'une meilleure compréhension, justice et coopération. On soulève la question d'un nouvel ordre mondial, qui ne serait plus étroitement associé à l'État-nation. La Conférence de Paris est vue comme moyen de sensibiliser le public et de changer les perceptions mondiales.

Plusieurs personnes proposent des suggestions pratiques destinées à changer ces modes de pensée. Entre autres,

- Les Forces armées canadiennes pourraient être entraînées à jouer des rôles non traditionnels, conçus pour contribuer au développement dans les pays en développement.
- Pour faire avancer le concept de paix en tant qu'état positif de justice sociale et améliorer la compréhension, on suggère de mettre sur pied un "plan quinquennal" d'ateliers à l'intention des enseignants dans le domaine de la paix. Dans le cadre du plan, un programme de séminaires et de conférences associerait les étudiants et prévoirait des échanges avec les nations du tiers monde et du bloc de l'Est.
- Afin de sensibiliser le public aux rapports qui existent entre le désarmement et le développement, on pourrait accroître les crédits accordés aux ONG pour leur permettre d'étudier ces questions plus en détail.
- Afin de renforcer, au niveau national, l'intégration des questions de désarmement et de

développement, on pourrait créer un ministère de la Sécurité qui superviserait à la fois les questions de défense et celles des affaires extérieures.

Pour ce qui est des pays en développement et des dépenses militaires, on suggère de lier l'octroi de crédits destinés à faire baisser la dette extérieure aux réductions des dépenses en armes classiques, ce qui pourrait encourager les pays en développement à réduire leurs budgets militaires. On suggère également qu'un accord international soit négocié en vue de réduire d'un pourcentage fixe chaque année les exportations totales d'armements. Ces propositions visent la réduction des ventes d'armes comme moyen direct d'apaiser la crise liée à la dette et de réduire l'accumulation des armes classiques dans le tiers monde.

On considère que les principales sources de tension résultent du rôle que jouent les superpuissances et des "blocs" politiques, à savoir l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Tout en ne minimisant pas l'importance des rapports entre le désarmement et le développement, plusieurs personnes estiment que la question de la course aux armements nucléaires reste d'une importance primordiale. Si l'on juge méritoire de reconnaître la complexité de cette question, on laisse entendre que plus de progrès pourraient être réalisés s'il l'on s'attachait à la question essentielle -- les armes nucléaires et la rivalité Est-Ouest, -- qui alimente la course aux armements classiques dans les "États-clients" et explique les craintes et frustrations manifestées par beaucoup, en particulier chez les jeunes.

En plus d'aborder ce thème sous son aspect global, on se penche sur le rôle du Canada et les mesures qu'il pourrait prendre dans ces domaines. Entre autres,

- Pour ce qui est du commerce mondial des armements, le Canada pourrait se débarrasser de ses vieux systèmes d'arme, au lieu de les vendre (cf. la vente de CF-5 à la Turquie).
- Afin de favoriser la compréhension dans ce domaine, on pourrait créer dans chaque université une chaire d'études sur la paix et former des éducateurs.
- Goose Bay -- L'avenir de l'économie ne devrait pas être assuré par des programmes militaires. Il faut trouver d'autres moyens d'aider les régions sous-développées du Canada.

- En envisageant la création du centre d'entraînement aérien de Goose Bay, le Canada devrait avant tout songer aux droits de l'homme (droits des Autochtones).
- Il faudrait se pencher sur ce que représente le projet de Goose Bay? Si le projet ne démarre pas, les crédits qui lui étaient destinés devraient servir au développement non militaire dans la région.
- Engager plus directement les FAC dans la surveillance de la souveraineté maritime et la résolution des conflits, de même que dans le maintien de la paix.

On suggère enfin de faire participer les secteurs des affaires et commerciaux à ces questions et on considère par ailleurs que la jeunesse a un rôle central à jouer. Les craintes et les frustrations des jeunes, et leur sentiment d'impuissance face à des problèmes mondiaux aussi accablants sont jugés extrêmement graves. La jeunesse doit être activement associée aux discussions et aux débats.

Participants: *Dans tout le rapport, les affiliations ne sont données qu'à titre indicatif, les participants n'engageant pas l'organisation à laquelle ils appartiennent.

Joanne Harris - Educators for Peace
Tony Williamson - International Development Office,
université Memorial
Desmond Murphy - Professeur de sciences politiques
à l'université Memorial
Edward Hollett - Institut canadien des études stratégiques
Gene Long - Oxfam Canada
Roger Grimes - Newfoundland Teacher's Association
Noreen Lewis - Educators for Peace
George Park - Département d'anthropologie et de
sociologie de l'université Memorial
Peter Harris - Professeur de philosophie à l'université
Memorial
David Thompson - Newfoundland and Labrador
Peace Network
Prof. Michael Wallack - Département des sciences politiques
de l'université Memorial
Joyce Nevitt - Animatrice communautaire
Ian Simpson - Physicians for Social Responsibility,
Cornerbrook
John Ross - Physicians for Social Responsibility
Walter Davies - Catholic Council for Peace & Development
Fabien O'Dea - Avocat

HALIFAX, NOUVELLE-ÉCOSSE
LE 15 AVRIL 1986

À Halifax, le débat est de vaste portée. On aborde les thèmes courants de la sécurité, du rôle des Nations Unies et de l'image internationale du Canada, mais aussi bien d'autres questions qui reflètent les préoccupations locales, nationales et internationales, qu'elles soient ou non liées aux rapports entre le désarmement et le développement.

Au sujet de la Conférence de Paris, on discute du rôle que le Canada y joue. Comme il sera difficile de faire pour le moment d'importants progrès au niveau multilatéral, on suggère que le Canada, le premier, se penche sur cette question au niveau national et prenne des mesures en conséquence. Il pourrait par exemple examiner son rôle dans l'industrie des exportations d'armements dans le but de mettre l'accent sur le contrôle ou la réduction de ce commerce. L'objectif ultime de cet exercice pourrait être de dresser un registre du commerce international des armements.

Plusieurs personnes ramènent cette vaste question au niveau local, en remettant en question le bien-fondé des plans du gouvernement qui, pour remédier au sous-développement dans la région des provinces maritimes, encouragerait les entreprises s'occupant indirectement d'exportations d'équipement militaire ou d'armes, par exemple Thyssen au Cap Breton, Litton dans l'Î.-P.-É. Certains envisagent la question sous un angle moral plutôt qu'économique. Par ailleurs, on fait remarquer qu'en général les Canadiens ne s'opposent pas aux mesures de défense ou aux dépenses dans ce secteur. Envisagées dans une perspective morale, comme certains le font, les politiques du gouvernement seraient critiquées quel que soit le montant des dépenses.

Le Canada est généralement critiqué d'avoir créé sur son territoire une industrie d'armements et de défense, qui est perçue comme une manifestation nationale des rapports et liens entre le désarmement et le développement. L'influence de cette industrie sur les Autochtones suscite quelques préoccupations.

On note que la possibilité de créer des emplois dans des régions économiquement faibles en y implantant des industries de défense a provoqué un débat au sein des collectivités locales. On estime que "la privatisation et la militarisation" ne sont pas des solutions adéquates au sous-développement régional et que le développement militarisé est le signe d'une économie malade.

Dans le cadre du débat sur Thyssen, Litton, ainsi que sur le centre d'entraînement de chasseurs tactiques prévu à Goose Bay et le Centre d'expérimentation et d'essais maritimes des Forces canadiennes à Nanoose, on soulève la question des mesures de conversion des industries concernées. De même, le grave sous-développement des autochtones et leurs préoccupations, notamment leurs revendications foncières, sont soulevés à plusieurs reprises.

Alors que l'on reconnaît largement l'importance de la question d'ensemble, on estime généralement que pour assumer le rôle important qu'il devrait jouer en matière de désarmement et de développement, le Canada devrait montrer l'exemple et mettre d'abord de l'ordre dans ses affaires. On laisse entendre que la capacité du Canada à faire preuve de leadership international dans ce domaine dépend directement de ses propres politiques. L'accent de plus en plus grand mis sur le secteur militaire et de la défense est vu comme un phénomène nouveau et un écart malvenu par rapport à nos politiques traditionnelles.

Plusieurs personnes font valoir de façons diverses, mais liées entre elles, la nécessité de se pencher sur la sécurité comme le point central du rapport entre le désarmement et le développement.

On ne définit pas la sécurité exclusivement en termes militaires, mais on reconnaît qu'il s'agit là d'un vaste concept. Selon certains, elle ne devrait plus être vue uniquement par rapport à l'État-nation. Plutôt, la tâche d'assurer la sécurité devrait de plus en plus être confiée aux organisations internationales. Pour ce qui est des rapports entre le désarmement et le développement, il faudrait étudier davantage les liens entre la sécurité et le développement d'une part et entre la sécurité et le désarmement d'autre part. On souhaite que le Canada entreprenne ce genre d'étude et serve plus ou moins de leader pour promouvoir un nouveau concept de sécurité qui attribue un nouveau rôle aux forces armées. À cet égard, il faut faire une distinction entre les forces destinées à la défense et celles destinées à l'intervention.

On souhaite également que le Canada élabore une politique de sécurité fondée sur un principe de pacification, autrement dit qu'il élabore des politiques créatives qui renforcent activement et maintiennent la paix. La "sécurité" est également considérée en termes d'ordre international. Ainsi, la politique du Canada en la matière devrait s'attacher sur l'importance de construire, de renforcer et de promouvoir l'ordre international. On

suggère également que le Canada examine ce qui peut être fait au niveau local pour favoriser des moyens coopératifs de traiter ces questions et, partant, de renforcer la sécurité.

Il faudrait accorder davantage d'attention et d'efforts à la poursuite et au renforcement de nos stratégies traditionnelles en matière de sécurité, notamment :

- En favorisant, au niveau de la stratégie diplomatique, les relations internationales par les voies régularisées et institutionnalisées, p.ex. les Nations Unies et l'OTAN, pour traiter les problèmes fonctionnels. On souligne que ces instruments traditionnels, qui ont bien servi le Canada, devraient rester les outils essentiels de promotion de l'ordre global et, par conséquent, vigoureusement poursuivis.
- En restaurant la confiance. À cet égard, le Canada devrait continuer d'encourager les mesures de restauration de la confiance, y compris des liens de faible niveau qui suscitent la confiance et offrent une base solide sur laquelle élaborer à l'avenir des relations de plus en plus complexes.
- En continuant d'exercer notre influence pour restreindre nos alliés lorsque ceux-ci agissent de façon inconsidérée. Dernièrement, le Canada a été moins efficace dans ce domaine et les récents événements (p. ex. les actions américaines en Libye) renforcent la nécessité, pour le Canada, d'exercer, dans la modeste mesure qu'il peut, une influence restrictive sur ses amis et alliés.

On laisse entendre que le Canada, en tant que puissance de moindre envergure et seulement capable d'exercer son influence à la périphérie des événements, devrait poursuivre des stratégies pratiques et rationnelles.

Sur le thème de la sécurité dans son sens moins traditionnel, on avance que ce sont les gouvernements qui créent l'insécurité; par conséquent, le moyen de renforcer la sécurité, individuellement et collectivement, serait de s'éloigner du concept de sécurité institutionnalisée assurée par l'État-nation, et d'intégrer davantage les ONG et le grand public au système de sécurité.

On soulève toute la question des "systèmes" en soi en mettant l'accent sur le rôle et l'influence des femmes au sein et en dehors des systèmes actuels. On note que tous

les systèmes, quels qu'ils soient, tendent à développer leur propre dynamique et que cela est particulièrement vrai des systèmes de défense. Il faudrait donc remettre en question les systèmes actuels et susciter de nouvelles idées au sein même de ces systèmes. Les femmes seraient particulièrement bien placées pour les remettre en question puisque la majorité d'entre elles sont plutôt en dehors des systèmes et des structures de pouvoirs traditionnels. Plusieurs participants font remarquer qu'il devrait y avoir plus de femmes au sein des délégations canadiennes, à savoir au niveau de l'action diplomatique. On estime en outre que le Canada est bien placé pour exercer son influence sur le "système" actuel des relations internationales puisqu'il est généralement en marge de l'affrontement idéologique américano-soviétique. On souligne donc le rôle permanent que le Canada joue pour favoriser le multilatéralisme.

Sur la question des rapports entre le désarmement et le développement, on fait remarquer que tout en n'étant pas la cause des guerres, les armes entraînent un énorme gaspillage des deniers publics. Ainsi, tout en jugeant "sensés" les rapports qui sont faits entre le désarmement et le développement, on voit clairement que les sources des conflits sont ailleurs, c'est-à-dire au niveau politique et non au niveau des achats et des dépenses d'armements.

En discutant des rapports entre le désarmement et le développement en regard des pays en développement, on note que contrairement à ce qui se passe dans les pays industrialisés, les dépenses militaires en tant que pourcentage du PNB n'ont pas décliné dans les pays en développement. Ainsi, le niveau de ces dépenses pourrait servir de critère pour l'attribution de l'APD et le Canada ne devrait pas aider les gouvernements qui font des dépenses militaires.

Quant à l'influence et au rôle permanent que joue le Canada dans la politique mondiale, on recommande de nouer de nouvelles alliances -- p. ex. avec la Nouvelle-Zélande et le Japon -- ce qui permettrait au Canada de se mettre à l'écart de l'affrontement Est-Ouest, de renforcer sa reprise économique et d'élargir son influence au niveau international.

À cet égard, on estime que le Livre vert exclut du débat trop de sujets tabous, comme l'OTAN et le NORAD.

À la lumière de l'action américaine en Libye, beaucoup estiment que de telles mesures de représailles sont inappropriées et qu'une réaction constructive aux problèmes du terrorisme devrait être débattue aux Nations Unies.

Participants :

VAm H. Porter	-	Président du Federation of Military & United Services Institute of Canada
Gén. G.H. Spencer	-	Federation of Military & United Services Institute of Canada
J.J. Sokolsky	-	Université Dalhousie
Valerie Osborne	-	Ploughshares
Peggy Hope-Simpson	-	Wolfeville Ploughshares
Rankin MacSween	-	Cape Breton Nuclear Disarmament Committee
Muriel Duckworth	-	La Voix des femmes
Denis Stairs	-	Université Dalhousie
Jessie MacLeod	-	Cape Breton Ploughshares
Andrea Curry	-	Oxfam
Marion Kerans	-	La Voix des femmes
Margaret Fulton	-	Doyenne de l'université Mount St. Vincent
Tony Law	-	Ploughshares Pictou County
Ray Creery	-	Veterans Against Nuclear Arms
Marion Mathieson	-	La Voix des femmes

CHARLOTTETOWN, Î.-P.-É.
LE 17 AVRIL 1986

À Charlottetown, la discussion met en lumière diverses approches à la question des rapports entre le désarmement et le développement. D'aucuns s'inquiètent des contradictions apparentes entre les actes du gouvernement canadien et ses efforts de paix, sa contribution au maintien des alliances et la polarisation des questions, concepts et alliances qui lui fait perdre sa position indépendante. La discussion est plutôt axée sur la militarisation de la région des provinces maritimes et notamment sur la décision prise récemment d'implanter sur l'île une usine Litton. De même, presque tout le monde s'inquiète de l'action américaine en Libye, du fait que ce pays cherche des "solutions militaires plutôt que diplomatiques" et de la "complicité" du Canada à cet égard. Des participants présentent des exposés.

Certains participants demandent instamment que le Canada se distancie des positions américaines, encourage les États-Unis à engager le dialogue sur ces questions, notamment sur les problèmes d'Amérique centrale, et à avoir plus systématiquement recours aux Nations Unies.

On s'inquiète des liens très étroits que le Canada semble avoir avec les États-Unis sur toutes les questions de politique étrangère, y compris de ce que l'on appelle "son rôle accru au niveau des stratégies de dissuasion nucléaire". Beaucoup estiment que la capacité traditionnelle du Canada d'influencer les relations internationales de façon constructive est entravée par l'appui ouvert qu'il accorde aux politiques américaines.

Plusieurs participants soulignent le fait que, selon le Livre vert, les alliances traditionnelles du Canada, à savoir avec l'OTAN et NORAD, sont exclues de ce qui était censé être un examen complet des relations internationales du Canada. On juge que ce parti pris va à l'encontre de la déclaration de M. Clark qui invitait les mouvements pour la paix à remettre en question les idées reçues. Certains avancent que l'évolution du système mondial, par exemple l'émergence d'un nouvel ordre économique international, forcerait le Canada à changer ses alliances et son appartenance aux blocs traditionnels et à s'aligner avec les nations qui ne font pas partie de ces blocs et qui comptent la majorité de la population mondiale.

D'autres jugent que la capacité du Canada d'oeuvrer pour la paix et le développement est entravée par ses liens traditionnels. Certains recommandent que le Canada réoriente ses allégeances et ressources de l'OTAN au profit des Nations Unies.

Une partie du débat porte sur le concept de la sécurité et la nécessité d'une volonté politique dans le contexte du désarmement et du développement. On considère que le Canada, qui pourtant se sent peu menacé, se rallie trop facilement à la définition américaine de la sécurité, souvent définie en termes de protection des intérêts commerciaux et économiques. Le Canada se doit de redéfinir ce concept afin qu'il reflète mieux son approche traditionnelle, dissociée des idéologies et des affrontements.

On parle ensuite des rapports entre le désarmement et le développement. À cet égard, on affirme que si bien des gens ont de la difficulté à faire un lien entre les deux, les mouvements qui oeuvrent pour la paix semblent le comprendre intuitivement. Toutefois, pour élargir cette compréhension, il faut que les mouvements pour la paix disposent de plus de ressources. Dans l'Île-du-Prince-Édouard en particulier, le mouvement pour la paix souffre de son isolement géographique et du manque de crédits. On laisse entendre qu'un moyen d'appuyer les travaux mondiaux pour la paix serait de subventionner davantage les travaux de groupes locaux. Ce faisant, le gouvernement exprimerait de façon réelle et concrète son désir de paix.

Un des thèmes couramment abordé est celui de la nécessité de susciter la volonté politique de paix; d'où la question : pourquoi les gouvernements ne prennent-ils pas les moyens qui reflètent la volonté populaire de paix? En d'autres termes, il y a une dichotomie entre la volonté générale des peuples à la coopération et à la paix et les politiques d'affrontement et de guerre des gouvernements.

La discussion sur la décision de laisser Litton Industries implanter une usine dans l'Î.-P.-É., dans le cadre de son contrat de construction d'un système de défense aérienne à basse altitude (DABA), est longue et passionnée. Cette question est perçue comme une manifestation très réelle de l'idée que l'on se fait, au niveau local, des rapports entre le désarmement et le développement.

On s'inquiète par ailleurs beaucoup de ce que l'on considère comme un manque de consultation démocratique sur la question. De même, bon nombre de participants se plaignent du manque d'informations communiquées au public sur la nature exacte du système et de l'usine.

On considère généralement "que, dans l'Î.-P.-É., aucune autre question n'a été plus nuisible au développement et à la paix que celle de Litton" et qu'elle est perçue comme source de divisions et d'affrontements.

Dans l'optique du désarmement et du développement, on considère que les dépenses militaires détournent les ressources du vrai développement et que c'est là un des aspects de la question Litton. On affirme également que l'exploitation de la société Litton a des répercussions sur la participation du Canada au commerce international des armements et que ses opérations ne se limitent pas à renforcer les capacités de défense du Canada puisqu'une grande partie du système touche l'exportation.

Étant donné le sous-développement traditionnel de la région, la décision de Litton est vue comme une question de développement et non de défense. Autrement dit, il s'agit de savoir comment réduire le mieux le sous-développement et le sous-emploi dans la région et si les industries de défense sont la seule solution?

Certains estiment que les habitants de l'île ont fait l'objet d'un "chantage": ou bien ils s'engagent dans l'industrie des armements ou ils restent sans travail. L'opportunité de ce type d'industrie liée à la défense est remise en question à la lumière de la base économique traditionnelle de l'île. Pour reprendre l'idée la plus radicale avancée au cours du débat, on estime que Litton force l'île à dépendre de l'industrie des armements, et donc à avoir des intérêts à long terme à perpétuer cette industrie et, partant, la course mondiale aux armements.

On estime que la décision de Litton est généralement rejetée par le public et que, aussi bien l'île que l'ensemble de la région, est opprimée par ce type de développement axé sur l'industrie militaire.

Revenant sur la question plus vaste des rapports entre le désarmement et le développement, on avance qu'il est difficile d'aborder la question du désarmement sans aborder celle du rôle économique de l'industrie des armements. Dans une optique globale, de même que dans le cas de Litton, il faut couper le lien qui lie les profits à la course aux armements.

Participants :

Irene Burge	-	Université de l'Î.-P.-É.
Ellie Reddin Conway	-	Island Peace Committee
Wendell MacLaine	-	Island Peace Committee
Catherine O'Bryan	-	Island Women for Peace
Helen McDonald	-	La Voix des femmes
Maj. F.W. Hyndman	-	Institut canadien des études stratégiques
Roy Johnstone	-	Island Peace Committee
Mary Boyd	-	Canadian Catholic Conference on Development and Peace
Gary Webster	-	Université de l'Î.-P.-É.
Don Mazer	-	Université de l'Î.-P.-É.
Michael Hume	-	Ploughshares, l'Î.-P.-É.
Verner Smitheram	-	Doyen des arts de l'université de l'Î.-P.-É.
Jill Lightwood	-	Island Women for Peace
Heather Irving	-	Multi-Cultural Council

**SAINT JOHN, NOUVEAU-BRUNSWICK
LE 18 AVRIL 1986**

Au cours d'un vaste débat sur les questions du désarmement et du développement, on se penche surtout sur le rôle du Canada tant au niveau du désarmement qu'à celui du développement ainsi que la perception qu'a le public des "messages confus" que le gouvernement transmet sur les questions de politique étrangère, en particulier dans ces deux importants domaines. On s'inquiète également de la militarisation des provinces de l'Atlantique et de la nature des relations entre le Canada et les États-Unis.

D'autres perçoivent un rapprochement avec les États-Unis sur les questions de politique étrangère. Prenant comme exemple l'agressivité dont a fait récemment preuve ce pays en Libye, les participants déclarent souhaitable et possible que le Canada se distancie des politiques américaines afin de préserver son approche plus traditionnelle à l'égard des relations mondiales, par exemple, par le biais des Nations Unies, qu'il devrait chercher à renforcer.

Prenant comme exemple le refus d'un député du Nouveau-Brunswick de rencontrer ses électeurs pour parler des rapports entre le désarmement et le développement, plusieurs personnes s'inquiètent du manque de politiques réceptives et progressistes du gouvernement. Alors que les politiques et mesures ne se concrétisent pas, il se fait encore beaucoup de rhétorique qui, selon certains, ne correspond pas à la politique réelle. D'où les préoccupations à propos des "messages confus."

Sur la question des rapports entre le désarmement et le développement, bon nombre reconnaissent que le sujet est bien trop vaste et complexe pour se limiter à une simple réaffectation de ressources du désarmement au profit du développement et que les perceptions et attitudes à cet égard doivent être redéfinies. Ces rapports sont perçus comme un "programme révolutionnaire". Ainsi, la transition vers ce nouveau mode de pensée ne serait pas facile, mais exigerait un rajustement difficile et pénible.

À propos de la disparité entre les dépenses en armements et le profond sous-développement dans la plupart des pays du monde, disparité que l'on perçoit comme "une immoralité grave et lourde de conséquences", d'aucuns recommandent que le Canada adopte sur ces questions une position plus ferme afin d'orienter les politiques canadiennes et mondiales dans un sens qui reflèterait cet important rapport.

Beaucoup estiment qu'une meilleure compréhension des aspects moraux et éthiques de la question et du rôle du Canada à cet égard sont une condition nécessaire à l'élargissement du débat. Le rôle que doit jouer l'information du public pour former des citoyens du monde, explorer ces questions et préparer les enfants à une vie de coopération et de paix est considéré comme un aspect fondamental de la discussion. Il est clair que c'est la façon de penser du public qui doit changer et évoluer, d'où l'accent sur l'éducation.

À propos des rapports entre la militarisation et le sous-développement, plusieurs personnes s'inquiètent des programmes de développement prévus dans la région de l'Atlantique. Prenant comme exemples Litton, le programme de frégates, l'éventuelle filiale Thyssen à Cap-Breton, ils suggèrent qu'un tel développement "militarisé" n'est peut-être pas, pour le Canada, le meilleur moyen de régler les problèmes chroniques de chômage et de développement de la région ou d'autres régions du pays. On critique ce que l'on appelle "un modèle illusoire de développement des provinces maritimes", en faisant remarquer que de telles industries de pointe offrent de fausses promesses d'emploi. On avance en outre que l'on force par le chantage les habitants de cette région à participer activement au commerce mondial des armements.

En examinant le concept de "sécurité" dans sa dimension nationale, on reconnaît qu'elle est nécessaire, mais on se demande de quelle façon l'assurer et s'il n'y a pas pour cela d'autres moyens que la "militarisation" de la région de l'Atlantique. Certains estiment que le Canada s'est trop facilement rallié aux définitions américaines de la sécurité et, partant, à celles des menaces perçues à cette sécurité.

On demande instamment que le Canada se détache des concepts traditionnels de sécurité telle que vue par les États-Unis et envisagée en regard des relations Est-Ouest, réexamine les raisons politiques de notre adhésion à l'OTAN, et envisage des initiatives qui soient source d'inspiration, même si elles sont difficiles à prendre et nous mettent en fait en conflit avec les États-Unis. On presse également le Canada de poursuivre et d'accroître son appui à la Campagne mondiale du désarmement.

Beaucoup sont troublés de ce qu'ils perçoivent comme un "message confus" du gouvernement sur les questions de contrôle des armements et de désarmement. On exhorte le Canada à se montrer plus clairvoyant et déterminé dans ses politiques et son action, au lieu de faire de la rhétorique. Parmi ces messages contradictoires, on note:

l'IDS -- aucune participation de gouvernement à gouvernement, mais aucune dénonciation catégorique du principe de l'IDS; les possibilités d'exportation du système de défense aérienne à basse altitude (DABA) par rapport au souci que professe le Canada à propos de la militarisation; l'engagement à la paix, en tant que grande priorité du gouvernement, pris par le Premier ministre Mulroney dans son discours à Saint-François Xavier et l'opposition permanente du Canada au gel des armements, la poursuite des essais des missiles de croisières, le centre d'entraînement aérien à basse altitude de Goose Bay, Nanoose Bay, etc.

Plusieurs personnes manifestent leur frustration d'être écartées du processus politique relatif aux questions de défense et de désarmement, et se plaignent du manque de consultations et de communications franches sur ces questions, et de l'absence d'explications sur les raisons qui motivent les diverses politiques du gouvernement.

La tradition et la réputation du Canada dans sa conduite des relations internationales est bien établie. Toutefois, on sent, au niveau de sa politique étrangère, un changement caractérisé par une importance nouvelle accordée aux États-Unis et aux questions et industries de défense, et on considère que certaines des positions qu'il adopte ne lui permettent plus d'influer positivement sur les relations internationales. On estime que les dépenses militaires du Canada nuisent à son indépendance.

Participants:

Beth Paynter	- SUCO
Helen Thomas	- La Voix des femmes/Ploughshares
Norah Toole	- La Voix des femmes/Ploughshares
Jessie Sharp	- La Voix des femmes/Ploughshares
Jim Bedell	- Ploughshares
Bruce Stevens	- Mouvement pour une fédération mondiale
Gail Higgins	- Ploughshares
Leonard Higgins	- Physicians for Social Responsibility
Judith Meinert	- Ploughshares
Judson M. Corey	- Alcohol & Drug Institute
Tom McIllwraith	- Diocèse catholique de Saint John
Henry Llambias	- Institut canadien des études stratégiques

**MONTREAL, QUEBEC
LE 20 AVRIL 1986**

À Montréal, le débat est axé sur plusieurs questions différentes: les coûts et avantages de la course aux armements sur le plan économique, les effets du militarisme sur les économies des pays à la fois développés et en développement, le rôle des Nations Unies pour ce qui est de faire avancer les questions tant du désarmement que du développement. De même, on aborde le rôle du Canada à la Conférence de Paris, nos politiques permanentes dans les secteurs à la fois du désarmement et du développement, la polarité de vues sur l'articulation de ces politiques au Canada, et la nécessité perçue de concilier différents aspects de la politique publique du Canada, en tenant compte des relations canado-américaines, ainsi que du rôle des ONG et des particuliers dans le processus politique.

En élaborant sur le thème du rôle national, on affirme qu'il est difficile de concilier l'image traditionnelle du Canada en tant que partisan de la paix avec les politiques actuelles qui, selon certains, semblent plus étroitement axées sur des soucis de défense, y compris le commerce des armements, l'OTAN et NORAD. Étant donné l'orientation de la politique actuelle, on sent que l'image traditionnelle de notre pays pourrait devenir quelque peu floue et ne plus être nécessairement crédible.

En contraste avec cette approche, on affirme de façon péremptoire que le Canada ne dépense pas excessivement dans le secteur de la défense et en particulier à l'OTAN. En étudiant l'influence que le Canada pourrait exercer sur la scène mondiale, on laisse entendre qu'il ne serait pas crédible s'il renonçait à toutes ses responsabilités sur sa souveraineté, en réduisant encore davantage les crédits déjà limités qu'il consacre à la défense.

À propos des rapports entre le désarmement et le développement vus sous l'angle du développement, on recommande au Canada d'examiner soigneusement sa position en regard du militarisme, en tant que moyen de remédier au sous-développement et au chômage, par ex. dans les provinces maritimes, où les industries liées à la défense sont actuellement présentées à la population locale comme le seul moyen de sortir de la récession.

Sur le thème de vaste portée que représente la formulation de la politique étrangère, on laisse entendre que les questions qui en constituent l'ordre du jour n'ont pas

été discutées assez ouvertement, librement ou fréquemment, que ce soit par le public ou par les politiciens. D'aucuns remettent en question l'intégrité du processus démocratique pour ce qui est d'amener le gouvernement soit à tenir un débat complet ou à élaborer des politiques sensibles sur les questions du "désarmement". On recommande d'organiser des référendums sur des questions clés précises, par exemple les essais de missiles de croisière.

On discute de façon assez détaillée pour chercher à mieux déterminer les effets des dépenses militaires sur l'économie canadienne. À cet égard, on constate entre autres que:

- pour ce qui est de la portée régionale des dépenses militaires au Canada, environ 62,5 % de leurs effets directs et indirects profitent à l'Ontario;
- les industries de pointe sont les principales bénéficiaires de ces dépenses et ont tendance à détourner les compétences, les connaissances scientifiques ainsi que la recherche et le développement, du secteur civil vers le secteur militaire;
- les industries canadiennes ont tendance à produire des éléments destinés à d'importants systèmes, ce qui pourrait faciliter la conversion éventuelle de certaines usines ou industries.

Pour conclure cette discussion, plusieurs participants conviennent que le Canada n'a ni stratégie de développement industriel ni politique de défense tranchées en regard desquelles on puisse étudier les questions d'acquisition de capitaux et de dépenses de défense. On déplore ces deux lacunes et on souligne la nécessité de publier un Livre blanc sur la défense ou, de préférence, un Livre vert qui serait l'occasion d'un débat complet sur tous les aspects de la politique nationale de défense.

On croit qu'il y a de meilleurs moyens de créer des emplois que de faire uniquement appel au secteur de la défense. On propose que, pour montrer l'exemple à l'approche de la conférence de Paris, le Canada cesse de subventionner les industries militaires, tout en s'assurant qu'elles bénéficient d'un soutien semblable pour des projets civils ou commerciaux.

Revenant au thème de la politique étrangère du Canada dans son sens le plus large, plusieurs personnes demandent: "Quelle est la nature de la menace qui pèse sur le Canada?" et "qui est l'ennemi?" On laisse entendre qu'en répondant à ces questions le Canada pourrait élaborer une autre politique de défense. De même, les réponses données à ces questions influeraient sur ses propres dépenses militaires et l'industrie des exportations d'armements.

On critique vivement la posture nationale et internationale de notre pays et on appuie l'idée que le Canada "montre l'exemple", ceci étant le meilleur moyen dont dispose une puissance intermédiaire pour exercer son influence. Reconnaisant le précédent créé par le Canada par ses travaux de vérification, on affirme qu'il pourrait aller plus loin, par ex. en faisant connaître publiquement nos exportations militaires et en encourageant la création d'un registre sur le commerce mondial des armements.

Sur la question de la diplomatie privée par rapport à la diplomatie publique, on estime que le Canada se retranche derrière l'excuse de la diplomatie discrète pour ne pas avoir à prendre de positions difficiles et à présenter des orientations précises en matière de politique étrangère. Le public perçoit une contradiction entre les mesures privées et publiques. Par exemple, alors que le Canada a une politique ouverte et déclarée sur l'interdiction complète des essais nucléaires, il garde le silence sur la question du moratoire. On estime que les résultats positifs qu'entraînerait l'exemple d'une position plus audacieuse, comme l'appui à un moratoire, compenseraient largement les réactions négatives de la part des États-Unis. Le Canada est donc encouragé à adopter des politiques ouvertes et déclarées et à prendre des positions nettes et fermes, appuyées par des mesures concrètes.

Deux remarques importantes clôturent le débat. Premièrement, sur la question de la politique étrangère du Canada, on souligne que nous aurons à élaborer des politiques convenables pour maintenir notre position qui, aux plans géographique et stratégique, fait de notre pays l'un des plus importants territoires du monde.

Deuxièmement, sur la question du désarmement et du développement, on réaffirme que les réponses et solutions à ces problèmes n'incombent pas simplement au gouvernement. Les ONG ont un rôle important et permanent à jouer à cet égard. On encourage le Canada à maintenir son appui aux ONG et à envisager d'aider les représentants d'ONG de pays en développement à assister à la conférence de Paris, ainsi qu'à contribuer à subventionner la présence d'une ONG canadienne à cette conférence.

Participants:

Louis O'Neil	- Université Laval
Paul Cappon	- Centre for Nuclear Disarmament and Community Health de l'Hôpital général de Montréal
Michel Fortmann	- Université McGill
John Verigin Jr.	- Operation Dismantle
Katheryn Anderson	- United Church International Affairs Committee
Michel Bourbonnais	- Federation of Military & United Services Institute of Canada
Philip Ehrensaft	- Université du Québec à Montréal
Don Bates	- Physicians for Social Responsibility
Lt.Col F. Fournier	- Canadian Institute of Strategic Studies
Dorothy Rosenberg	- La Voix des femmes
Le Rév. Maj. A.E. Gans	- Institut canadien des études stratégiques
M. Jean-Guy Vaillancourt	- Département de sociologie, Université à Montréal
Ann Gertler	- La Voix des femmes
Dr. Donald Bates	- McGill Study Group for Peace and Disarmament
Joan Hadrill	- West Islanders for nuclear disarmament

**WATERLOO, ONTARIO
LE 22 AVRIL 1986**

À Waterloo, le débat porte sur plusieurs thèmes: les relations canado-américaines, le rôle du Canada au sein de la communauté internationale, son rendement au niveau du développement ainsi que ses dépenses militaires et leurs effets sur notre économie.

On pense qu'il y a un rapport triangulaire entre le désarmement, la justice sociale et la sécurité. À long terme, il y aurait plus de sécurité si l'on pouvait créer des institutions internationales capables de traiter les problèmes mondiaux sans avoir à recourir aux superpuissances. À cet égard, le Droit de la mer est vu comme un modèle de ce type d'organisation. Le Canada devrait s'engager davantage dans les institutions internationales afin de préserver sa crédibilité et d'affirmer ses objectifs en matière de politique étrangère sans paraître anti-américain.

On s'inquiète de ce que les industries militaires et liées à la défense semblent servir de moyen pour remédier au sous-développement et au chômage national. On estime que les dépenses militaires et liées à la défense devraient être justifiées selon leur mérite et ne pas se substituer au vrai développement.

En élargissant le débat sur les industries nationales de défense et les exportations d'armes au tiers monde, on pense que les mesures prises dernièrement par le gouvernement reflètent une série de décisions économiques sérieuses, fondées sur l'hypothèse que nous pourrions renforcer notre économie en accroissant les exportations militaires. On s'inquiète du fait que la promotion des ventes d'armes au tiers monde puisse, dans un sens restreint, être vue comme rationnelle et, en fait, justifiée. Toutefois, c'est la multiplication de ces décisions et mesures qui font paraître comme un acte de politique irrationnel la poursuite délibérée de la reprise économique grâce aux industries liées à la défense.

Reconnaissant la position modeste qu'on a sur la scène internationale, on pense que le Canada pourrait le mieux exercer son influence en légitimant ou non certaines questions. Cette influence pourrait être exercée délibérément de façon à pouvoir renforcer ou rejeter certaines tendances mondiales.

Sur la question de notre "indépendance" en politique étrangère, on avance que le Canada devrait appuyer les initiatives autres que celles des superpuissances, ce qui l'écarterait quelque peu des positions des États-Unis sans nécessairement s'aliéner ce pays. Le Canada pourrait par exemple envisager d'appuyer les regroupements régionaux et les initiatives qui ne sont pas dominées par les superpuissances et concernant par exemple les zones dénucléarisées et le concept de l'AISC (Agence internationale de satellites de contrôle).

Au cours du débat sur la diplomatie privée par rapport à la diplomatie publique, on fait remarquer que le grand public était obligé de s'en remettre à la rhétorique des déclarations publiques sur ces questions et ignorait généralement l'existence d'une diplomatie privée. D'où la tendance à chercher une plus grande participation rhétorique de la part du Canada sur certaines des questions les plus importantes. Par exemple, la politique de longue date relative à une interdiction complète des essais nucléaires pourrait être assortie d'une "escalade de la diplomatie rhétorique" qui renforcerait la perception qu'a le public de l'engagement du gouvernement.

On propose également que le Canada envisage de refuser l'accès des navires américains aux installations portuaires en raison de la politique des États-Unis consistant à "ne rien confirmer ni infirmer". Tout en reconnaissant que cette décision provoquerait une réaction négative de la part des États-Unis, on pourrait la rationaliser de la même façon que lorsque le Canada a refusé de doter d'une capacité nucléaire ses forces en Europe.

De même, on pense que le Canada se doit de veiller à ce que les relations américano-soviétiques ne restent pas le "facteur décisif" et l'unique variable des relations internationales. Le Canada pourrait chercher à "marginaliser" le rôle des superpuissances en renforçant les institutions internationales et en élargissant la base des pouvoirs mondiaux. On estime nécessaire de remettre en question certaines des hypothèses sur lesquelles est fondé le monde bipolaire d'aujourd'hui.

Par exemple, le Canada pourrait aider les nations qui sont les plus vulnérables à l'influence des superpuissances, en appuyant les initiatives onusiennes concernant les projets transnationaux et en renforçant le FMI. À cet égard, on avance que plus le Canada sera en mesure de renforcer la communauté internationale, moins l'accent sera mis sur la domination des superpuissances.

On débat la question de la "conversion" de l'industrie militaire à des fins civiles et de la réaction probable du secteur privé à une telle initiative. À cet égard, on pense que l'industrie réagirait rapidement en réorientant son mode de production vers des projets civils et commerciaux. Pour sensibiliser le monde des affaires à la question du désarmement et du développement et à celle de la conversion, on propose d'en informer la Chambre de commerce du Canada, qui transmettrait les renseignements au niveau local. On juge nécessaire de faire participer le monde des affaires aux questions de paix prises dans un sens large. On fait remarquer à cet égard que si l'approche était adaptée au secteur privé, l'industrie se montrerait probablement réceptive. On souligne qu'il faudrait présenter la question au secteur des affaires en des termes qui le touche, de façon à le ramener progressivement au sein de la communauté oeuvrant pour la paix.

Au cours du débat élargi sur les mouvements oeuvrant pour la paix, on pense que ceux-ci pourraient être perçus comme un type d'"opposition loyale" en ce sens qu'ils reconnaîtraient de mauvaise grâce l'action positive du gouvernement, mais seraient surtout enclins à critiquer afin de maintenir les pressions visant un mouvement en avant et des politiques progressistes.

Pour conclure le débat, on avance qu'il y a une "panne de l'imagination" nationale et internationale pour ce qui est de traiter les questions mondiales. Ainsi, dans le cas du raid américain en Libye, on considère qu'il y a d'autres moyens plus pacifiques de traiter le problème. L'AIP pourrait avoir comme thème d'indiquer aux Canadiens qu'il y a d'autres concepts que ceux de la paix et de la guerre -- des solutions de rechange constructives et pacifiques aux méthodes utilisées actuellement pour mener la politique étrangère.

Les participants manifestent leur confiance en l'avenir, étant donné le niveau généralement élevé d'éducation et la sensibilisation accrue du public. On convient que ces éléments -- éducation, sensibilisation et communication -- font partie intégrante du progrès.

Participants:

Ernie Regehr	- Project Ploughshares
Susan McClelland	- Université McMaster
Klaus Gruber	- Mouvement canadien pour une fédération mondiale
Peter McFadden	- Chambre de commerce de Waterloo

TORONTO I, ONTARIO
LE 22 AVRIL 1986

À Toronto, le débat porte sur toute la gamme des questions en jeu, mais surtout la portée des dépenses militaires sur la dette, le rôle des jeunes, de l'opinion publique et d'un débat ouvert pour élaborer tous les aspects de la question du désarmement et du développement, qui est généralement (mais non universellement) considérée comme une question fondamentale mais complexe, le rôle du droit international ainsi que celui du système des Nations Unies dans son ensemble et le rôle du Canada -- pour ce qui est d'articuler les politiques nationales, de créer un exemple international et de relier le débat au niveau international et au sein des différentes communautés nationales. On montre également quelque scepticisme à propos du lien entre le désarmement et le développement que l'on trouve trop simpliste.

Pour ce qui est d'évaluer le lien conceptuel entre le désarmement et le développement, des divergences de vue se font jour sur la valeur a priori de ce lien. On avance par exemple que l'on pourrait établir un lien entre le développement et la défense et mettre ainsi l'accent, de façon plus réaliste, sur les dépenses militaires et la nature de la sécurité. Le lien pourrait également se manifester en examinant les rapports entre les conflits et le développement. Ce faisant, on mettrait l'accent, de façon plus appropriée, sur la question des dépenses militaires dans le tiers monde où, par coïncidence, c'est là qu'il y a le plus de conflits et de guerres. On exprime également des doutes sur le lien que l'on pourrait établir pour des raisons morales, autrement dit le développement pourrait en quelque sorte être l'"otage" du désarmement.

Sur le thème des rapports entre le désarmement et le développement, on fait également remarquer que ces termes eux-mêmes ne sont pas clairement définis. On propose que la contribution du Canada à la conférence de Paris consiste à oeuvrer en faveur d'un consensus sur les définitions à donner aux termes de désarmement, de développement et de sécurité.

On craint en outre que l'accent placé sur les rapports entre le désarmement et le développement évoque la tendance à sermonner d'autres pays moins avantagés, qui ne peuvent se permettre des dépenses militaires, et mette ainsi les pays développés dans une posture quelque peu paternaliste.

Inversement, beaucoup voient un lien direct et irrévocable entre les deux questions et s'inquiètent de ce que l'on mette l'accent sur la complexité du problème, alors qu'ils trouvent les rapports tout à fait évidents.

À cet égard, on indique que le Canada pourrait le mieux traiter le sujet en l'étudiant au regard de son propre développement. Le désarmement et le développement, dit-on, est un problème canadien.

D'aucuns affirment que le débat canadien sur ce thème est trop polarisé, avec d'un côté les tenants de la "paix" et de l'autre, ceux de la "sécurité". On recommande, pour encourager un rapprochement entre les deux approches, que le gouvernement mène un débat complet et intégré sur ces rapports aux niveaux bureaucratique et politique.

Pour essayer de traiter la portée des rapports entre le désarmement et le développement, on affirme qu'il faut mettre l'accent sur les problèmes et les causes des tensions sur la scène internationale, autrement dit sur les conflits alimentés par les différences idéologiques, sociales et religieuses.

On fait remarquer à cet égard que, d'un point de vue pratique, les grandes déclarations sur la nécessité de changer la nature humaine n'étaient pas très utiles. Ce qu'il faut, c'est un débat approfondi des dimensions politiques des rapports qui existent entre le désarmement et le développement, qui porterait sur l'aspect primordial de la volonté politique nécessaire pour résoudre les problèmes, une fois que ceux-ci seraient recensés.

Affirmant que l'orientation même des rapports entre le désarmement et le développement était biaisée, on pense que la communauté mondiale pourrait utiliser à meilleur escient une conférence sur la sécurité internationale, qui s'attacherait en premier lieu aux aspects politiques, puis économiques et finalement militaires, de la sécurité.

On souligne à plusieurs reprises que le débat sur le désarmement et le développement ou sur toute autre question internationale pourrait bénéficier de l'apport de la jeunesse. La participation des jeunes est perçue comme fondamentale pour renforcer à long terme la sensibilisation et la volonté politiques nécessaires.

Quant au rôle des dépenses militaires au Canada, certains le considèrent comme une solution de facilité pour remédier aux problèmes de chômage à court terme. Il n'en reste pas moins qu'à long terme, l'industrie liée à la

défense ne servirait ni les stratégies militaires ni les stratégies industrielles du Canada. On met beaucoup l'accent sur l'importance des institutions multilatérales, particulièrement des Nations Unies, et de la nécessité pour le Canada d'oeuvrer à renforcer et appuyer cet organisme dans toutes ses dimensions.

On fait remarquer qu'un monde vraiment interdépendant signifie qu'aucun gouvernement ne peut à lui seul atteindre unilatéralement ses objectifs, autrement dit que les États ne peuvent arriver à assurer une complète sécurité en ayant recours à des mesures unilatérales. Étant donné que les États ne sont pas disposés à recourir à la sécurité collective pour assurer leur propre défense, la réalité du monde d'aujourd'hui veut qu'il y ait un équilibre entre les deux, à savoir un recours accru aux institutions multilatérales et une prise de conscience de plus en plus nette des effets qu'ont sur les autres les mesures unilatérales que l'on prend. Le perfectionnement et le renforcement accrus des institutions internationales sont jugés essentiels pour la résolution des conflits. Par exemple, d'aucuns critiquent les mesures prises par les États-Unis à l'endroit de la Cour internationale de justice. On pense par ailleurs que l'incapacité des Nations Unies à assurer la sécurité collective a laissé les pays du tiers monde dans une sorte de vide sur le plan de la défense, en les forçant à compter sur l'une ou l'autre des superpuissances pour assurer leur sécurité.

Si d'aucuns estiment que, en dépit des armes nucléaires, la force militaire reste le dernier recours des politiciens, d'autres affirment que les armes ou le recours à la force n'offrent aucune sécurité. Afin d'élargir la définition de la sécurité, on croit qu'il faut déplacer l'accent mis sur la sécurité nationale, qui a restreint les solutions politiques envisagées, au profit de la sécurité individuelle, en regard de laquelle les solutions militaires sembleraient moins convenir.

En terminant le débat sur les concepts de sécurité, on rappelle que dans bien des pays, les dépenses militaires sont jugées nécessaires pour maintenir les régimes en place et renforcer les bases de pouvoir établies. De même, le tiers monde est tiraillé depuis longtemps par de graves différences et animosités qui ne seront pas faciles à oublier.

Participants:

- | | | |
|----------------------|---|--|
| Dieter Heinrich | - | Mouvement canadien pour une
fédération mondiale |
| Brian S. MacDonald | - | Directeur de l'Institut canadien
des études stratégiques |
| Arnold Simoni | - | Science for Peace |
| Nicholas Stethem | - | Strategic Analysis Group |
| David Wright | - | Lawyers for Social Responsibility |
| Edward Appathurai | - | College Glendor de l'université de
York |
| Dudley Allan | - | Business Council on National Issues |
| John Keating | - | Président d'I.T.T. Canada |
| Stephanie McCandless | - | McCandless-Reford International
Consultants |
| Walter Dorn | - | Science for Peace |
| David Leyton-Brown | - | Université de York |
| George Bell | - | Institut canadien des études
stratégiques - Institut canadien
pour la paix et la sécurité
mondiales |

**TORONTO II, ONTARIO
LE 23 AVRIL 1986**

La deuxième rencontre tenue à Toronto porte sur tout l'éventail des questions suscitées par l'examen des rapports entre le désarmement et le développement, y compris un examen critique des politiques du Canada en matière de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de sa politique étrangère en général, le rôle du droit international, le problème du terrorisme, le rôle que peuvent jouer les femmes en apportant des dimensions nouvelles au débat, la nécessité de renforcer les Nations Unies, le rôle du Canada et sa bonne foi au sein des tribunes internationales, ainsi que les problèmes de la sécurité régionale et les effets des dépenses militaires sur les économies des pays développés et en développement.

On recommande que le Canada se montre plus déterminé à arriver à une interdiction complète des essais nucléaires, en envisageant notamment d'appuyer la demande d'une conférence pour modifier le Traité sur l'interdiction partielle des essais. De même, le Canada est encouragé à appuyer le concept d'une AISC. Par ailleurs, le gouvernement du Canada est critiqué d'avoir soutenu les mesures américaines en Libye. On s'inquiète du changement perçu dans la politique étrangère du Canada qui cherche davantage à apaiser les États-Unis et à renforcer ses engagements liés à la défense, par exemple la DABA, NORAD, Nanoose et Goose Bay, tout en négligeant son rôle traditionnel de rapprochement. Le Canada est également critiqué de ne pas avoir réagi positivement aux propositions de M. Gorbatchev et de ne pas avoir consacré assez de fonds pour l'AIP. On demande instamment que le Canada élabore une "politique étrangère indépendante".

Au cours du débat sur le concept de "sécurité", on pose dans un premier temps la question fondamentale de savoir qui est l'ennemi. Tout en jugeant nécessaire de répondre aux préoccupations légitimes de sécurité, on laisse entendre que les armements pourraient ne pas nécessairement renforcer cette dernière. Il faut donc envisager d'autres formes de défense qui ne provoqueraient pas d'affrontement et n'alimenteraient pas la course aux armements.

À propos du rôle du Canada, on propose que notre pays soit considéré comme une des "principales" puissances sur la scène internationale. On constate que les rapports entre les nations sont aujourd'hui asymétriques, en d'autres termes qu'il y a association de pays inégaux. On pense que ce type de système international diffus offre à ces

principales puissances plus d'occasions d'exercer leur influence, par le biais des organisations multilatérales, de même que bilatérales et régionales. On juge donc que le Canada est dans une position qui lui permet d'exercer une influence considérable. Pour que le Canada poursuive et fasse valoir ses vues sur un ordre mondial, il faut d'abord qu'il soit sûr de sa propre sécurité et ainsi crédible au niveau mondial. Ceci établi, il aurait la réputation de "principale" puissance qui prend des positions "de principe". À cet égard, la politique étrangère indépendante qu'on lui demande d'élaborer est vue comme une diversion puisque peu d'États, sinon aucun, n'a vraiment de politique étrangère indépendante.

Au cours d'un débat assez détaillé sur les dépenses militaires du Canada, d'aucuns avancent que notre pays n'a pas de complexe "militaro-industriel". Ils font remarquer que les dépenses dans ce secteur sont minimes et que nos projets liés à la défense témoignent de besoins économiques plutôt que sécuritaires.

En l'absence de Livre blanc, on considère que les dépenses liées à la défense ressortissent d'un exercice largement ponctuel et flou.

Reprenant le débat sur les rapports entre le désarmement et le développement, on avance que le meilleur moyen d'étudier la question est d'en inverser les termes, autrement dit en faisant précéder le désarmement du développement. On estime que le développement pourrait effectivement nous permettre de procéder au désarmement, en créant le milieu et le fondement à partir desquels nous pourrions élaborer des ententes sur le contrôle des armements.

On parle du rôle de la justice et de la morale, à la fois dans la conduite de la politique étrangère et en tant qu'objectif de cette dernière. Alors que d'aucuns estiment que la justice est le principal objectif de la politique étrangère, d'autres nous mettent en garde contre cette approche qu'ils jugent nécessairement fuyante, source d'affrontements et peut-être même d'interventions. On fait remarquer que la morale et les valeurs ne sont pas universellement acceptées. La conduite de la politique étrangère doit donc tenir compte du caractère complexe d'un monde qui cherche à atteindre les meilleurs résultats possibles en faisant les compromis nécessaires. On considère que le Canada lui-même se conduit ainsi puisqu'il a des objectifs précis et "bons" et qu'il fait les compromis raisonnables et appropriés afin de faire progresser et finalement atteindre ces objectifs.

En conclusion, on note que l'on a nettement mis l'accent sur les questions de principe et de philosophie, de sécurité, de morale et de justice. Il n'a été nullement question des processus ou des moyens pour atteindre les résultats souhaités. Toutefois il est clair que le Canada doit "essayer de mieux faire ce en quoi il croit". Le rôle de la jeunesse a été soulevé et, enfin, on réaffirme que le développement pourrait bien devoir précéder le désarmement.

Participants:

Metta Spencer	- Peace Magazine
Betsy Carr	- La Voix des femmes
Mary Heiberg	- Physicians for Social Responsibility
Steve Shalhorn	- Toronto Disarmament Network
Dorothy Smieciuch	- La Voix des femmes
Margaret Hoddinott	- Institut canadien des études stratégiques
Jack Treddenick	- Royal Military College
David Dewitt	- Université de York
John Benesh	- Business Council on National Issues
Robert Reford	- Association pour les Nations Unies
Joanne Clark	- United Church

WINNIPEG, MANITOBA
LE 25 AVRIL 1986

Au cours du débat de vaste portée tenu à Winnipeg, on soulève les questions suivantes: la politique étrangère du Canada -- la perception que l'on s'en fait ici et à l'étranger, -- la production et les ventes/exportations d'armes du Canada, l'indépendance de notre politique étrangère et notre influence sur les États-Unis, les modèles appropriés de développement, le rôle du Canada et les programmes pour ce qui est du développement et de la redistribution économique, et l'effet du militarisme dans le tiers monde.

À propos de la nature des rapports entre le désarmement et le développement, plusieurs participants mettent en garde de ne pas trop simplifier les questions en jeu. Le problème, qui est considéré comme global et comportant de nombreuses dimensions différentes, ne devrait pas être trop étroitement ramené à un seul point ou problème. Le désarmement n'étant qu'un "symptôme" du problème, il est plus important d'en identifier les causes et de les traiter en conséquence. Par exemple, on pense que le monde devrait reconnaître les conséquences des tensions historiques au Moyen-Orient et oeuvrer activement pour résoudre ces vieux problèmes. Par ailleurs, on recommande que l'Ouest accorde davantage d'attention aux initiatives et propositions soviétiques. Le problème fondamental reste celui de la nature humaine, qui devra évoluer pour que le monde devienne plus pacifique. De même, il faudra élaborer une nouvelle philosophie mondiale qui englobe toutes les religions et idéologies.

Sur la question de la politique étrangère du Canada, notre pays est perçu comme "révolutionnaire à l'étranger et conservateur chez lui". Le Canada devrait élaborer une politique étrangère plus indépendante afin d'être entendu et influant sur la scène internationale.

On note que sur les grandes questions internationales notre politique étrangère est largement perçue comme intimement liée à celle des États-Unis. D'aucuns estiment, comme dans le cas récent de l'attaque américaine en Libye, que les États-Unis et le Canada sont à l'unisson. On recommande donc vivement que le Canada adopte une position plus indépendante sur les grandes questions de l'heure.

Beaucoup croient que les États-Unis s'isolent délibérément de l'opinion mondiale et mettent en garde le Canada en lui conseillant de se distancier des politiques américaines. Tout en reconnaissant qu'il lui est difficile

d'oeuvrer de façon indépendante, on demande instamment et à plusieurs reprises au Canada de prendre des initiatives courageuses et d'user de persuasion et de diplomatie pour encourager les nations à participer plus activement aux instances multilatérales.

On pense que le Canada pourrait se servir de ses liens avec les États-Unis pour inviter ces derniers à participer plus pleinement et de plein gré aux institutions multilatérales, en particulier aux Nations Unies. Par exemple, le refus américain d'assister à la conférence sur le désarmement et le développement est considéré comme "inacceptable".

De même, on avance que le Canada pourrait faire des pressions plus efficaces sur les États-Unis à propos des questions jugées importantes pour nos intérêts.

À propos du rôle du Canada dans les questions de désarmement et de développement, on suggère que notre pays montre l'exemple dans ses propres politiques avant de chercher à exercer son influence sur la scène internationale.

Une discussion assez détaillée a lieu sur la question du rôle du Canada dans l'industrie des armements. On considère considérable notre participation à l'industrie des armements, une part importante des produits de cette industrie étant exportée vers les pays du tiers monde, qui n'ont pas les moyens de faire ce genre d'achats. On s'inquiète de la place prépondérante que l'on envisage d'accorder aux industries liées à la défense dans les provinces maritimes.

On fait remarquer qu'"oeuvrer pour la paix a un prix". Si l'on juge positif le rendement général du Canada dans le dossier de la paix et du désarmement, on estime par contre que toute contribution à la production mondiale d'armements freinerait le processus général de désarmement. Notre gouvernement est donc encouragé à prendre des décisions coûteuses et difficiles dans l'industrie des armements.

La question du développement fait l'objet d'un débat plutôt détaillé et passionné. On fait remarquer à cet égard qu'il y a divers modèles de développement et qu'il est important de choisir celui qui est le plus efficace et qui convient le mieux pour un pays et dans une situation donnés. On affirme que le Canada a eu des résultats plus ou moins mitigés au niveau des effets et de l'opportunité de ses programmes de développement. Par exemple, on juge inconvenant d'exporter les techniques nucléaires que l'on

considère comme un moyen d'appuyer notre propre économie plutôt que d'apporter une aide utile et pratique au développement.

Distinguant essentiellement deux catégories de projets de développement -- les mégaprojets et les projets de moindre envergure axés sur des groupes, -- on note que le Canada a malheureusement plutôt tendance à favoriser les premiers que les seconds. De même, on considère qu'un montant disproportionné de l'aide canadienne est assortie de conditions.

On fait remarquer que les programmes de développement plus restreints sont nettement plus fructueux que les grands projets, qui ont tendance à ignorer les préoccupations et besoins locaux. On reconnaît généralement que l'on pourrait encourager le développement mondial en appuyant et en favorisant la stabilité économique du tiers monde. Sur la question des rapports entre le désarmement et le développement, on pense qu'il y a également un lien direct entre ce dernier et la militarisation.

À propos de la dette globale, on propose que le Canada encourage les banques à soulager la crise de la dette, fonction qui ferait partie intégrante de leur rôle.

Pour terminer, on exhorte le gouvernement à faire preuve de plus de leadership sur toutes les questions traitées au cours du débat sur le thème du désarmement et du développement. On pense que le gouvernement se verrait largement appuyé par le public canadien s'il changeait ses orientations fondamentales en donnant la priorité à la coopération plutôt qu'à la concurrence.

Participants:

Robert Beamish	- Physicians for Social Responsibility
Allan Mossbarger	- Winnipeg Cordinating Committee on Disarmament
Wayne Nielson	- Université du Manitoba
Paul Buteux	- Université du Manitoba
David Proven	- Ploughshares, West Manitoba
Valerie Klassen	- Winnipeg Cordinating Committee on Disarmament
Paul Eastwood	- Project Peacemakers
Peer Penner	- Mennonite Central Committee
Derek Wilson	- Amnistie internationale
Garth Neufeld	- Educators for Social Responsibility
John McKenzie	- Physicians for Social Responsibility
Waris Shere	- Axiom Institute
John Krahn	- Grain of Wheat Community
Edel Toner-Rogala	- Canadian Catholic Conference on Development and Peace
Menno Klassen	- Mennonite Central Committee

SASKATOON, SASKATCHEWAN
LE 28 AVRIL 1986

Les discussions à Saskatoon sont axées sur plusieurs grands thèmes, dont le processus de consultations entre le gouvernement et le public, l'effet des conflits armés sur les enfants, la nature et l'ampleur des dépenses militaires dans les pays du tiers monde ainsi que dans le monde développé, particulièrement au Canada, les politiques d'armement et les exportations d'armes du Canada, ainsi que la politique et le programme d'APD du Canada. On discute également de l'économie du développement et du contrôle du capital dans le monde compétitif d'aujourd'hui. Le rôle du développement et de l'éducation pour la paix est mentionné dans une discussion de portée étendue où entrent des questions moins délimitées qui ont trait au rôle de l'État membre, à l'importance du développement humain et à la nature de la rivalité et de l'affrontement Est-Ouest.

À l'égard du principe des réunions du Groupe consultatif, il est noté que l'on a besoin de forums de ce genre pour tenir des discussions à intervalles plus réguliers. À l'heure actuelle, estime-t-on, il existe un "chaînon manquant" dans la communication entre le gouvernement et le public sur ces questions. En dépit du Livre vert et de l'activité du Comité spécial mixte, les préoccupations du public n'atteignent pas le niveau où se définit la politique gouvernementale et, assurément, elles ne l'influencent aucunement de manière sensible. On demande par conséquent des consultations renforcées et une meilleure communication avec le gouvernement.

Passant à la question du militarisme dans le tiers monde, on estime que les enfants sont toujours les premières victimes, en raison tant des dépenses militaires excessives des régimes du tiers monde que des situations réelles de conflit. On est plutôt d'accord sur le fait qu'il existe des liens directs entre désarmement et développement. Il est donc proposé qu'afin d'aider les pays les plus appauvris et de donner un exemple mondial, le Canada diminue ses dépenses militaires et augmente l'APD.

La nature de l'aide au développement fait l'objet d'une assez longue discussion, la politique de l'aide canadienne étant vivement critiquée pour son caractère "lié". Par ailleurs, on remarque l'efficacité et la valeur réelle des projets de développement de moindre envergure qui répondent d'une façon plus directe aux besoins locaux. Il est donc recommandé que le Canada fournisse une plus grande partie de son aide par l'intermédiaire des ONG.

En tant que nation commerçante, le Canada reconnaît fort bien que le commerce international repose sur la paix et la coopération entre nations. Une participation plus active du Canada à l'aide au développement dans toutes les parties du monde est donc encouragée. C'est un fait que les pays en développement ont besoin de s'acheminer vers l'autosuffisance de leur production alimentaire et le Canada est invité à favoriser ce processus. Les pays du monde devraient apprendre à "vivre les uns avec des autres, et non à l'écart les uns les autres". Le Canada a un rôle important à jouer dans la promotion de politiques au plan national et au plan international, et il est invité à résister aux tendances américaines à miner l'influence des Nations Unies et de leurs organismes; il lui revient plutôt d'encourager une situation qui renforcerait des institutions mondiales comme le GATT et les Nations Unies.

Certaines préoccupations se manifestent à l'endroit des dépenses militaires du Canada ainsi que de son rôle dans les industries de la défense et les exportations d'armes. Tandis que certains jugent excessives les dépenses du Canada au titre de la défense (2,2 % du PNB), d'autres font observer qu'en l'absence de la sécurité collective réelle qu'envisageait la Charte des Nations Unies, l'objectif fondamental des États continuerait d'être la survie, la sécurité et la souveraineté, ce qui nécessite des dépenses d'une certaine ampleur dans le domaine de la défense. On fait aussi valoir qu'"aucun État ne peut être neutre quand sa propre indépendance est en jeu". De l'avis de certains, le Canada a perdu de sa crédibilité au plan international à cause de ses dépenses militaires et de ses exportations d'armes. D'autres estiment que ces dépenses sont nécessaires et, de fait, plutôt modestes dans le contexte mondial.

Certains s'inquiètent de la "militarisation" apparente de l'économie canadienne dont témoigne la récente décision Litton et que l'on voit se poursuivre dans le cas des exportations d'uranium. Outre que cela entraîne des modèles inappropriés de développement économique pour le Canada, cela dénote une politique étrangère et économique canadienne "entièrement soumise à la politique américaine". La question du libre-échange est évoquée dans ce contexte, certains se montrant profondément inquiets qu'un arrangement de ce genre ne "transfère la souveraineté du Canada" aux dirigeants politiques et économiques des États-Unis. On émet l'avis que cela rapprocherait le Canada du complexe militaro-industriel des États-Unis.

Beaucoup se disent inquiets du manque apparent d'indépendance du Canada dans les décisions de politique étrangère. L'appui donné par le gouvernement à l'action américaine en Libye est vu comme l'une des nombreuses manifestations de la tendance qu'aurait le Canada à compromettre sa politique traditionnelle afin d'appuyer les États-Unis. On laisse entendre que l'excellente réputation internationale du Canada se trouve progressivement minée par les récentes décisions de politique étrangère qui semblent placer le Canada plus solidement dans un camp américain à vocation de défense. On prend note du fait que le désarmement, le développement et la pacification sont des entreprises qui comportent des risques. Le gouvernement est encouragé à agir indépendamment en donnant un exemple mondial de politiques progressistes dans ces domaines.

Participants:

G.M. Simpson	- SUCO
A. Sarkar	- Université de la Saskatchewan
Loreen Wilsdon	- Saskatchewan Council for International Development
Joanna Miller	- Ploughshares, ICPSM
Keith Dryden	- Saskatchewan Wheat Pool
A.S. Basran	- Université de la Saskatchewan
J.G. Quenneville	- Collège St. Thomas More
Col. de la Gorgeondiere	- Institut Canadien des études stratégiques
Shawn Mooney	- À titre personnel
Bob Bartell	- Mennonite Central Committee
Ellen Gould	- Project Ploughshares
Roy Atkinson	- Syndicat national des cultivateurs
Le Rév. Colin Clay	- Aumônier de l'université de la Saskatchewan
Leo Kurtenback	- Canadian Catholic Conference on Development and Peace
Al Sholz	- Saskatchewan Council for International Cooperation
Lois Brown	- CUSO

VICTORIA, COLOMBIE-BRITANNIQUE
LE 29 AVRIL 1986

Les débats tenus à Victoria ont différents thèmes dont la nature de la "paix" et de la "sécurité", le lien entre le militarisme et le sous-développement, la notion de conversion, la nécessité de renforcer le rôle des Nations Unies et celui que joue le Canada en assurant un leadership de la communauté internationale et en donnant un exemple général que d'autres suivront. Il est question en outre de l'influence des États-Unis sur la politique étrangère canadienne et du rôle essentiel du Canada pour la recherche d'une position modérée dans les délibérations de l'arène mondiale.

L'idée est émise que la relation entre le désarmement et le développement se situe au coeur d'une redéfinition de la sécurité et accentue la contradiction fondamentale entre la recherche de la "sécurité d'État" et celle de la "sécurité individuelle". On constate que ces notions de la sécurité, de même que la nature et la signification de la paix, varient considérablement selon les régions du monde. Tout comme la communauté mondiale doit en arriver à des définitions communes de ces sujets fondamentaux, il y a besoin d'un débat public plus étendu, au Canada, sur ces questions. On appuie à cet égard l'idée d'un Livre vert ou d'un Livre blanc sur la défense qui, estime-t-on, se fait attendre depuis longtemps.

Le Canada est vivement encouragé de certaines parts à assumer un rôle de chef de file, en fonction de sa position unique et de l'influence qu'il a exercée au fil des ans, pour inciter d'autres nations, notamment les États-Unis, à ne pas adopter des positions ou politiques de caractère extrême. Le Canada est invité à exercer un leadership plus manifeste et à s'exprimer plus audacieusement sur les questions de désarmement et de développement. On laisse entendre qu'il incombe au Canada de soulever des questions de non-violence et de pacification au sens le plus vaste du terme. On fait observer que l'appel lancé au Canada par le "mouvement pour la paix" pour qu'il ne s'engage pas davantage dans la course aux armements et le militarisme mondial ne penche pas dans le sens d'un isolationnisme du Canada, mais qu'il est plutôt dicté par un souci de communion avec la famille humaine. Fort de sa propre tradition multiculturelle, le Canada doit, estime-t-on, promouvoir le dialogue Est-Ouest, renforcer les Nations Unies et les institutions mondiales, appuyer l'AISC, insister en vue d'une interdiction complète des essais en tant que première mesure vers le désarmement nucléaire, et envisager de mettre fin aux essais de missile de croisière à titre de contribution au processus de désarmement.

Si difficile qu'elle soit en raison de nos liens étroits avec les États-Unis, la prise de décisions de politique étrangère indépendante est néanmoins indispensable pour le maintien de la crédibilité et du leadership mondial du Canada. De l'avis d'autres parties, cependant, le Canada doit adopter une approche pragmatique, réaliste, à l'égard de ces questions. On voit le Canada comme "pris au milieu" du débat Est-Ouest des points de vue tant géographique que politique. La politique, fait-on valoir, est "l'art du possible, et non de l'impossible" et les options du Canada sont limitées. Ceux qui préconisent une position neutraliste non alignée pour le Canada sont invités à examiner toutes les répercussions d'une telle décision et à considérer les avantages qu'il y a à faire partie d'un système que nous pourrions ensuite chercher à influencer de l'intérieur. Le Canada, estime-t-on, est "pragmatique dans ses engagements de défense" mais non un "pays militariste". Le Canada est encouragé à poursuivre sa politique à double voie, à laquelle on voit à la fois un caractère pratique et un aspect philosophique.

Au cours du débat sur la nature de la "sécurité" et du "mouvement pour la paix", on signale que les deux termes reçoivent des définitions plutôt ethnocentriques dans l'Ouest. Dans beaucoup d'autres parties du monde, la sécurité évoque autre chose que le désarmement nucléaire. Par exemple, en Amérique latine et en Europe de l'Est, "paix" et "sécurité" se définissent souvent en termes de droits de la personne. Dans le monde en développement, le souci de sécurité est un souci de survie fondamentale. Ainsi donc, en de nombreuses régions du monde, le mouvement pour la paix et les définitions occidentales de la paix et de la sécurité sont vues comme "racistes et sans rapport avec la question".

Au chapitre des armes nucléaires, on estime fortement que les "systèmes nucléaires" n'ont pas de juste place, qu'ils sont futiles et démodés. En termes militaires pratiques, ce ne sont plus en fait des armes. Il s'agit donc de délaisser ces armes inutilisables mais hautement dangereuses qui n'offrent ni sécurité ni capacité militaire pour se tourner vers les systèmes conventionnels et les formes de défense non provocatrices.

Une partie du débat porte sur les effets psychologiques de la course aux armements. Celle-ci, estime-t-on, a favorisé le développement d'une "mentalité d'ennemi" qui a alimenté des craintes pour justifier une accumulation des armements. On est convaincu que la "peur" découle de la recherche impossible de la sécurité absolue et que les nations sont tombées dans le piège qui consiste à chercher à

atteindre la sécurité en ayant recours à des ressources et à de la technologie de plus en plus avancées. L'IDS est vue comme un exemple de tentative de solution à l'égard du problème à la course aux armes nucléaires et comme un moyen d'assurer la sécurité complète par le recours à la technologie. Il est indispensable, estime-t-on, de revenir au concept d'humanité de base et d'accepter les paradoxes de ce monde, y compris le fait que la sécurité totale n'est simplement pas réalisable.

On parle des préoccupations et des perceptions des jeunes qui envisagent leur propre avenir et leur rôle dans le monde. Beaucoup de jeunes sont découragés par l'inertie apparente du monde qui traduit un manque de "volonté de confiance" entre nations ou "volonté de développement". Certains jeunes sont d'avis que la communauté mondiale mène ses affaires sans imagination. On estime que la jeunesse doit avoir un rôle et une place dans le processus de consultations, car elle a à la fois des idées pratiques et de l'inspiration à offrir à un monde qui se trouve dans l'impasse. Par dessus tout, on est d'avis que les nations ont besoin de prendre des risques calculés pour la paix.

Au chapitre du désarmement et du développement, on propose que le Canada envisage le bien-fondé d'une étude de conversion qui ferait intervenir l'industrie, la main-d'oeuvre, le gouvernement et les entrepreneurs militaires et qui déterminerait la meilleure façon d'engager les talents et les ressources des Canadiens dans des entreprises civiles constructives. Le Canada est encouragé à canaliser davantage d'APD par le réseau des ONG, ce qui représenterait le meilleur moyen de répondre aux besoins des peuples. On estime que, dans le tiers monde, l'ennemi est l'oppression, qui est souvent politique et toujours d'ordre économique. Ainsi donc, bien que le désarmement et le développement soient, on l'admet, des "voies parallèles", il existe un lien irréfutable entre les deux. Les dépenses militaires et la dette internationale du tiers monde sont liées entre elles et mènent sans aucun doute au sous-développement, ce qui fait ressortir clairement la relation entre désarmement et développement.

Participants:

Margaret Haines	- UNICEF
Eric Bonham	- Greater Victoria Disarmament Group
Elinor Powell	- Physicians for Social Responsibility
Robert Walker	- Université de Victoria
Phil Esmond	- Canadian Council for International Cooperation
Emlen Littell	- Veterans against Nuclear Arms
Milner Alexander	- La Voix des femmes
Barbara Holiff	- Mouvement canadien pour une fédération mondiale
Peter Pentz	- Salt Spring Island Peace Group
David Szollosy	- Catholic Church Office for Social Justice
Mark McAvity	- College Lester B. Pearson
Dr. John Herbert	- Association pour les Nations Unies
Victor Reinstein	- Rabbin, Victoria
Victoria Gillespie	- Mouvement canadien pour une fédération mondiale
Col W.S. Hamilton	- Federation of Military & United Services Institutes of Canada
Lt Gen Reg Lane	- Federation of Military & United Services Institutes of Canada
Mara Kruberg	- Association pour les Nations Unies
Dickson Falconer	- Association pour les Nations Unies
Reg Roy	- CIIA, ICES

VANCOUVER, COLOMBIE-BRITANNIQUE
LE 30 AVRIL 1986

Les délibérations à Vancouver portent sur diverses questions dont les effets économiques des dépenses militaires dans les pays développés et les pays en développement, la notion de sécurité, le rôle du secteur privé dans le développement, la part du Canada dans le commerce mondial des armements, le rôle des femmes dans le désarmement et les préoccupations des jeunes.

On parle également de l'importance des consultations et d'un dialogue avec le gouvernement, ainsi que des politiques du Canada dans les domaines du désarmement et du développement. La politique canadienne de la défense, particulièrement dans le contexte du NORAD, fait l'objet d'une discussion assez détaillée.

Faisant état de l'expérience récente du Festival de la paix de Vancouver, plusieurs personnes insinuent que le gouvernement n'est pas en contact avec les préoccupations du public et ne répond pas au sentiment d'urgence qu'éprouve le public à l'endroit de la question du désarmement. Le gouvernement est invité par certains à "se départir de sa rhétorique et à agir". Selon des avis exprimés, les armes nucléaires ayant été rendues inutiles en tant qu'instrument de sécurité ou instrument de la puissance militaire, des mesures unilatérales de désarmement sont jugées à la fois raisonnables et nécessaires. On estime qu'une action de ce genre pour le Canada (par exemple, mettre fin aux essais de missiles de croisière ou voter en faveur d'un gel) imprimerait un certain élan en vue de changements dans la position des États-Unis.

On propose que le Canada envisage de répondre de façon positive aux récentes offres et propositions soviétiques de contrôle des armements et qu'il les encourage. Le Canada est invité à quitter l'OTAN et le NORAD et à se déclarer une zone dénucléarisée afin de jouer un rôle plus efficace sur le plan international en tant que puissance non alignée.

Certains s'inquiètent d'un manque perçu de leadership du gouvernement à l'égard des questions de désarmement et de développement. Cette inaction reflète, semble-t-il, un manque de compréhension des questions en jeu, ainsi qu'une paralysie provoquée par la recherche de relations plus étroites avec les États-Unis. Ce n'est donc pas des politiciens que devrait venir le changement à cet égard, c'est du public même, d'où la nécessité, que l'on fait ressortir, d'une éducation du public.

Le gouvernement, propose-t-on, devrait envisager d'amorcer la mise en oeuvre d'une politique canadienne nouvelle et audacieuse en annonçant à la conférence de Paris que le Canada:

- consacrerait 7 % de son PNB à l'APD;
- établirait une capacité de production de vaccins pour répondre aux besoins des pays en développement;
- fournirait le personnel de soutien médical nécessaire aux pays en développement;
- travaillerait plus énergiquement en vue d'une interdiction totale des essais;
- mettrait fin aux essais effectués au CEEMFC de Nanoose; et
- recommanderait une déclaration de l'OTAN sur le "non-recours en premier à l'arme nucléaire".

Il faut aborder la question des politiques canadiennes de contrôle des armements et de désarmement dans le cadre des relations entre le Canada et les États-Unis. La question fondamentale qui se pose pour le Canada est de savoir comment agir face à la reprise, dans la pensée stratégique américaine, de l'idée du recours aux armes nucléaires dans un scénario de combat. Dans ses relations avec les États-Unis, le Canada a agi traditionnellement de manières qui risquaient le moins d'offenser et en présumant que les États-Unis savaient ce qu'ils faisaient. Ces méthodes, estime-t-on, ne remplissent plus leur fonction et le Canada a besoin de réévaluer son rôle vis-à-vis des États-Unis du point de vue suivant: "À quoi les États-Unis peuvent-ils légitimement s'attendre du Canada en tant que voisin et ami?"

On propose que le Canada assume les coûts politiques d'une action qui s'exercerait dans le même esprit que celle de la Nouvelle-Zélande, afin d'amener les États-Unis à prêter attention au Canada et afin d'influencer l'Administration américaine. De simples condamnations directes des politiques américaines, il faut l'admettre, ne provoqueraient pas les changements souhaités. Le Canada est encouragé à agir de façons constructives, à montrer que les politiques et les questions qu'il défend sont qualitativement différentes de celles des États-Unis, et à se servir aussi efficacement que possible de l'influence que lui procurent son territoire et ses ressources pour agir au besoin sur la politique américaine.

En revenant au thème du désarmement et du développement, on remarque que la question nucléaire a tendance à dominer les débats, laissant de côté les questions très réelles des armes et de la guerre classiques et du développement du tiers monde. Le Canada est invité à élaborer une politique et une stratégie d'aide aux pays du tiers monde qui sont en conflit, par exemple en offrant ses bons offices en vue de médiation. Cela est vu comme une "contribution supplémentaire au désarmement et au développement". En outre, le Canada est encouragé à se montrer plus sensible aux besoins des pays en développement en leur fournissant de l'aide et des technologies qui répondent vraiment aux besoins locaux. On reconnaît que l'APD est seulement une partie du développement; c'est l'avenir social et politique des pays en développement qu'il faut améliorer si l'on veut voir se réaliser un développement véritable et durable.

Il est question du rôle du secteur privé dans le développement. On rappelle que le développement ne se produirait pas sans capitaux et il est justifié d'essayer de faire intervenir le secteur privé pour remédier aux problèmes des pays en développement. On note aussi, toutefois, que le secteur privé aurait besoin d'abord de certaines assurances ou d'un sentiment de sécurité afin d'être encouragé à investir dans les pays en développement.

On discute de la question de l'aide non liée. Bien que l'on soit généralement en faveur de l'aide, on laisse entendre que l'aide déliée est simplement du "pouvoir d'achat international" qui, dans beaucoup de pays en développement, pourrait être utilisé par des régimes répressifs pour acheter des armes ou d'autres technologies superflues. Il est donc recommandé que l'aide demeure liée et on exprime l'avis que les meilleures formes d'aide pourraient fort bien être en nature, c'est-à-dire consister en matériel et en compétences.

Le Canada jouit d'une influence limitée sur le plan du désarmement nucléaire. Toutefois, comme ce seraient les États-Unis et l'URSS qui auraient à prendre l'initiative, le Canada pourrait continuer d'inviter les deux États à avoir des entretiens sérieux et à négocier de bonne foi l'un avec l'autre pour limiter ou démanteler les armes nucléaires actuelles.

Sur la question du commerce international des armes, on note que les armes conventionnelles sont un important facteur du sous-développement de nombreux pays. On propose que le Canada demande instamment aux principaux exportateurs

d'armes de réduire leur commerce et de mettre leur capacité de production au service d'autres entreprises tout aussi profitables.

Le Canada devrait également user de son influence pour apaiser les conflits du tiers monde ou en assurer la médiation, tout en reconnaissant ses propres limites. Les trois stratégies sont vues comme une approche pratique à long terme en vue d'un allègement des problèmes mondiaux.

On discute également de la stratégie du Canada à la conférence prochaine de Paris. En s'inspirant de la déclaration d'ouverture du Canada au premier comité préparatoire de la Conférence, on propose que le Canada mette en place ses propres services pour fournir les données et la base statistique qui sont d'une importance vitale pour un examen approfondi de la relation entre désarmement et développement. Il est recommandé que le sujet soit traité dans ses grandes lignes au sein de tous les ministères et organismes fédéraux concernés, l'ACDI et le CRDI par exemple.

On propose que le Canada envisage de lancer quelque chose dans le sens du "Club des 30 %" sur les émissions de polluants atmosphériques, c'est-à-dire un club de pays donateurs et de pays bénéficiaires au sein duquel une augmentation ou une diminution précise du pourcentage des dépenses militaires des pays en développement entraînerait une augmentation ou une diminution analogue de l'aide au développement.

Il est aussi proposé que le Canada élargisse la notion de "conditionnalité" de l'APD pour y faire entrer le facteur des dépenses militaires au lieu de simplement la relier aux droits de la personne.

Il y a une discussion assez détaillée de la politique de défense canadienne, particulièrement dans le contexte du NORAD et de l'OTAN. On estime que le Canada n'a qu'à offrir aux États-Unis l'assurance qu'il est capable de refuser l'accès à l'espace aérien et au territoire canadiens à n'importe quel agresseur éventuel; c'est là la pleine mesure de l'obligation fondamentale du Canada envers les États-Unis. On émet l'avis que le Canada pourrait prendre ses distances à l'égard des politiques des États-Unis tout en continuant d'être un bon allié et ami.

De profondes inquiétudes se manifestent quant aux changements récents de la pensée doctrinale américaine qui semblent traduire un nouveau militarisme dans la pensée

stratégique et la doctrine opérationnelle. Les États-Unis recherchent, semble-t-il, une supériorité nucléaire antiforces décisive, en faisant une grande place aux armes de première frappe. Cela s'ajoute à une volonté apparente de ne pas poursuivre le contrôle des armements de façon énergique. En travaillant, dans le cadre de ses moyens réalistes, à modérer et à contenir ces politiques, le Canada devrait, estime-t-on, redonner de la vigueur à son rôle au sein de l'OTAN en accroissant ses engagements conventionnels en matière d'armes et de personnel en Europe. Le Canada pourrait, de cette manière, faire entendre sa voix et la rendre crédible quand il préconiserait avec vigueur le "non-recours en premier" et le "non-recours anticipé en premier" aux armes nucléaires de la part de l'OTAN.

Le Système d'alerte du Nord est vu comme une cause de préoccupations. Bien que la nécessité d'améliorer le système radar soit reconnue, on estime que le Système d'alerte du Nord pourrait créer un précédent pour étendre les zones de combat de défense à la partie septentrionale du Canada. On estime en outre que si les négociations de contrôle des armements ne produisaient rien au cours des cinq prochaines années, le Canada pourrait fort bien être prié par les États-Unis de participer à une forme de défense à plusieurs niveaux dans le Nord et l'Arctique. On affirme ainsi que le Canada, par sa participation au NORAD et au Système d'alerte du Nord, est sur la "pente glissante" qui conduit à l'IDS.

On recommande à cet égard que le Canada se départisse de l'engagement de défense intégrée du NORAD et prenne entièrement à sa charge la partie canadienne du Système d'alerte du Nord. Il pourrait alors établir ses propres paramètres de politique et de doctrine et signalerait clairement aux États-Unis qu'il ne veut pas se laisser entraîner dans l'IDS. On estime que le budget actuel de défense de 9 milliards de dollars ne donnerait pas au Canada les options dont il a besoin pour influencer suffisamment les États-Unis, pour critiquer efficacement l'IDS et prendre ses distances à cet égard. Ainsi donc se trouve présenté l'argument en faveur de dépenses accrues au titre de la défense et une nouvelle politique de la défense.

Participants:

Thomas L. Perry	- Physicians for Social Responsibility
Prof Rosenbluth	- Université de la Colombie-Britannique
Michael Wallace	- Science for Peace
Lt.Col K.W. Freer	- Conference Defence Associations/CISS
Prof. R.C. Stuart	- Université de la Colombie-Britannique
Lydia Sayle	- La Voix des femmes
Don Munton	- Université de la Colombie-Britannique
Jennifer Kinloch	- Youth for Peace Action
Carole Christopher	- End the Arms Race
D.A. Ross	- Département de la science politique, Université de la Colombie-Britannique
Jean McCutcheon	- Ploughshares Vancouver
Donald Ross	- Coalition for World Disarmament

EDMONTON, ALBERTA
LE 2 MAI 1986

La discussion de vaste portée qui a lieu à Edmonton porte notamment sur les thèmes suivants: le rôle du tiers monde dans le débat sur le désarmement et le développement, la nécessité d'une éducation du public sur ces questions, le rôle et les préoccupations des enfants et des jeunes, la nécessité d'agir sur la base de la recherche qui existe déjà et le besoin d'une volonté politique pour amener des changements appréciables. En outre, on accorde beaucoup d'attention au rôle du Canada dans le désarmement et le développement.

En traitant de la question du désarmement et du développement dans son sens le plus vaste, un petit groupe de participants propose officiellement que le Canada recommande l'établissement, sur son territoire, d'un centre de conciliation internationale des Nations Unies. Ce centre, qui serait situé loin des grands centres urbains, pourrait faciliter la solution des conflits dans un cadre tranquille, sans publicité et dans une entière confidentialité, grâce au recours à des médiateurs objectifs. Il travaillerait de cette manière au niveau des relations humaines pour favoriser la conclusion d'ententes politiques et diplomatiques. Il est proposé que les États-membres consacrent 0,01 % de leurs budgets militaires à ce centre de conciliation.

En examinant de plus près la relation entre le désarmement et le développement, on remarque qu'il existe un "triangle vicieux" de sous-développement, d'insécurité et d'armements qui se juxtapose au triangle Thorssen du désarmement, du développement et de la sécurité. Il y a un lien direct, estime-t-on, entre sous-développement et sécurité: les régimes du tiers monde manquent souvent de contrôle sur les terres, la main-d'oeuvre et les ressources et, en conséquence, éprouvent de l'insécurité au plan tant intérieur qu'extérieur. Cela les amène souvent à acquérir des armements afin de se sentir en sécurité, de garder en main leurs citoyens et de se protéger contre une menace extérieure possible qui pourrait souvent venir d'un pays voisin du tiers monde. C'est ainsi que s'est constitué le triangle vicieux.

Afin de sortir de cette impasse, il est proposé:

-- que les citoyens de l'endroit jouent un plus grand rôle dans les projets de développement afin de

pouvoir élargir leur pensée et leurs capacités et s'assurer ainsi les avantages d'un développement continu;

- que les gouvernements admettent que l'aide de gouvernement à gouvernement n'est pas toujours le meilleur moyen d'aider les pays en développement. Il faudrait donc canaliser davantage de fonds par l'intermédiaire des ONG qui ont tendance à donner toute leur attention au développement humain au niveau de la population, ce qui assure un développement plus authentique et durable;
- que l'on reconnaisse le bien fondé de l'affirmation du Pape selon laquelle "le nouveau nom de la paix est le développement", les véritables ennemis de la paix étant la faim et la pauvreté.

Au cours d'une discussion sur la nature des dépenses militaires dans les pays en développement, on exprime l'avis que le monde industrialisé est en partie responsable d'avoir encouragé les nations du tiers monde à acheter des armes, en raison de l'énorme valeur financière du commerce des armements. On note que beaucoup de pays accordaient une aide au développement sous forme d'aide militaire. On fait observer en outre que les élites du tiers monde se sentent souvent menacées par leur propre population ou par d'autres pays en développement et recherchent, par conséquent, une certaine puissance militaire.

On conclut à cet égard qu'insister sur une diminution des dépenses militaires dans les pays développés ne résoudrait pas nécessairement le problème des rapports entre le désarmement et le développement; les pays du tiers monde ont un rôle essentiel à jouer en corrigeant leur propre déséquilibre interne. On propose que l'ampleur des dépenses militaires dans les pays en développement soit considérée comme un critère de l'aide au développement.

On parle longuement du besoin de stimuler la prise de conscience du public à l'égard des questions de désarmement et de développement. Reconnaisant les craintes de la jeunesse et ses préoccupations face à l'avenir, on recommande que les écoles et l'université établissent des programmes d'études qui tiendraient compte de ces préoccupations immédiates et prépareraient les étudiants à maîtriser ces questions dans leur vie d'adulte. On propose qu'il y ait davantage d'échanges d'étudiants -- entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, au niveau des écoles publiques, des écoles secondaires, des universités --

davantage de programmes pour mettre les jeunes en contact avec les questions internationales, ce qui comprendrait, par exemple, l'envoi de délégués de la jeunesse aux Nations Unies.

On discute du principe de la conversion. Tout en reconnaissant que la conversion des industries serait une contribution importante et positive à un "monde pacifique", on fait observer que l'ensemble du sujet de la conversion a besoin d'une étude sérieuse et détaillée, étant donné qu'elle peut entraîner un déplacement étendu de main-d'oeuvre et une réorientation massive de l'industrie qui n'irait pas sans difficultés.

On prend note de la force croissante du mouvement pour la paix, qui traduit peut-être une reconnaissance de l'"unité" de la terre. Bien qu'il soit impossible d'éliminer à jamais les conflits, on a le sentiment du caractère démodé de la guerre. La communauté internationale est donc invitée à suivre le programme général et complet qui semble avoir été oublié par les États-membres.

Sur la question du rôle et des politiques du Canada, certains critiquent la part canadienne dans le commerce mondial des armes, la tendance du Canada à accepter seulement de petites mesures en matière de désarmement, et ses dépenses militaires comparées à son APD. Le Canada est invité à s'appuyer sur son rôle traditionnel et sa réputation pour parler plus énergiquement sur des questions où il est en désaccord avec les États-Unis et l'URSS. On exprime l'avis que la réputation du Canada est sapée par les politiques du gouvernement que l'on voit "plus intéressé au bien être économique à court terme du pays qu'aux questions permanentes de la paix mondiale".

On propose que le Canada, à titre de petit geste, envisage l'établissement d'un Fonds de l'impôt pour la paix et le développement, en tant qu'option ouverte et légale pour les contribuables canadiens.

Au chapitre de la relation entre le désarmement et le développement, on est d'avis que les niveaux actuels des armements ont dépassé de loin les besoins et objectifs de la sécurité et que la nature de la relation a donné lieu à suffisamment de recherche. Faute d'agir, on se contente d'une plus ample étude. Afin d'éviter la "paralysie par l'analyse", il convient que la communauté internationale se mette à agir sur ces deux points d'une importance fondamentale.

Participants:

Loren Hepler	-	Département de chimie de l'université de Alberta
Eric Tollefson	-	Département de chimie de l'université de Calgary
Marsha Hanen	-	Université de Calgary
Bev DeLong	-	Lawyers for Social Responsibility
Ardis Beaudry	-	Ligue des femmes catholiques du Canada
Le Rév. John Guy	-	Université de Calgary
Le Rév. Roy Needhall	-	Clarview United Church
Manuel Mertin	-	Collège Mount Royal
Chris Cato	-	Educators for Social Responsibility
Trudy Govier	-	Project Ploughshares de Calgary
John McLaren	-	Université de Calgary
Amy Zelmer	-	Université de l'Alberta
Jack Chesney	-	Chambre de commerce
Irene Clay	-	Physicians for Social Responsibility
Nina Chiba	-	Save the Children Fund
Tom H. Langeste	-	Institut canadien des études stratégiques
T.A. Gander	-	Institut canadien des études stratégiques
Peter Letkemann	-	Project Ploughshares

OTTAWA, ONTARIO
LE 9 MAI 1986

(Pour des raisons de date, la conférence d'Ottawa a eu lieu le 9 mai, après la tournée à travers le Canada.)

Le débat de vaste portée est axé sur plusieurs grands thèmes, dont la question fondamentale des rapports entre le désarmement et le développement (y-a-t-il un lien?); la possibilité d'une diminution des dépenses militaires et de l'accroissement du développement et leurs effets probables sur l'économie mondiale, tant dans les pays développés que dans les pays en développement; les différentes perspectives adoptées par le Nord et le Sud sur la question; le concept de la conversion et l'opportunité des études entreprises au Canada; le rôle et les tactiques/contributions/objectifs éventuels à envisager alors que le Canada se prépare à la conférence de Paris.

Si plusieurs participants parlent, sans la qualifier, de la nature irrévocable des rapports entre le désarmement et le développement, d'autres posent en principe qu'il n'y a en fait aucun lien de cause à effet entre les deux et que ces rapports sont contradictoires et simplistes. On affirme également que s'il n'y a probablement, à prime abord, aucun lien entre le désarmement et le développement, il y en a un au niveau de sa portée, à savoir les dépenses militaires et leurs répercussions sur les possibilités de développement. On fait remarquer que, si ce thème n'a pas encore été abordé dans le cadre d'une conférence internationale, il a été présenté à la communauté internationale de façon assez détaillée dans le rapport Thorssen de 1981. Notant que le gouvernement du Canada avait à cette époque présenté au secrétaire général une importante réponse à cette étude, plusieurs participants remettent en question l'inaction du Canada et d'autres gouvernements nationaux -- excepté la Suède -- qui n'ont pas donné suite aux recommandations énoncées à la fin du rapport. On laisse entendre qu'il n'est pas trop tard pour que le Canada y donne suite, en accordant la priorité à une étude nationale sur la conversion.

Outre cette étude qui, dit-on, pourrait être financée grâce à une petite partie du budget du PPIMD, on avance qu'il est nécessaire d'effectuer une analyse beaucoup plus pratique des facettes du débat sur le désarmement-développement. On considère par exemple qu'une étude sur les justifications des niveaux des dépenses militaires dans

certains pays seraient tout aussi utiles que celles qui porteraient sur les liens entre les dépenses militaires et la dette économique, y compris la création d'emplois.

Plusieurs participants se penchent sur le rôle du tiers monde au niveau des rapports entre le désarmement et le développement, par exemple le coût d'opportunité des dépenses militaires dans les pays incapables d'assumer leurs achats et budgets militaires sans sacrifier leurs besoins au niveau du développement interne. On avance que l'analyse des dépenses militaires dans les pays en développement se devait de s'attacher entre autres à la question de savoir pourquoi ces pays dépensent dans ce secteur, autrement dit dans quelle mesure ces dépenses servent à se protéger des menaces extérieures et dans quelle mesure elles pourraient servir à protéger le régime de menaces internes. On laisse entendre que s'il était possible de distinguer les raisons de ces dépenses, on pourrait déterminer comment le mieux s'attaquer aux problèmes particuliers. Cela permettrait aux gouvernements du tiers monde dont les dépenses excessives sont flagrantes de réduire leur propension aux dépenses liées à la défense.

Une partie du débat porte sur le concept de "sécurité". À cet égard, on laisse entendre que l'accent placé sur la sécurité était une façon de galvaniser le débat sur le désarmement-développement qui, à bien y regarder, aurait autrement tendance à se fragmenter. Le désarmement et le développement sont vus comme "des voies parallèles qui convergent à la sécurité". On estime que cet accent placé sur la sécurité pourrait bien être l'un des moyens les plus constructifs d'engager le débat à Paris et de servir de fondement à des progrès. À cet égard, on fait remarquer qu'il est essentiel de déterminer comment le tiers monde définit la sécurité, car la communauté internationale ne pourrait avancer à partir de concepts différents et peut-être contradictoires. D'aucuns affirment que le concept actuel de sécurité, tel que défini couramment à l'Ouest, est désuet et non pertinent. De même, on avance que les alliances militaires, par exemple, sont l'"antithèse de la sécurité".

Dans cette optique, on propose de redéfinir le concept en s'écartant de la notion d'État-nation pour se tourner vers un "paradigme de sécurité commune" qui tiendrait compte de l'interdépendance de toutes les nations. L'un des moyens suggérés pour faciliter ce changement conceptuel serait d'établir ce que l'on a appelé une "conférence internationale permanente des Nations unies sur la sécurité"

qui fonctionnerait à partir d'un consensus prenant comme modèle le mécanisme du Droit de la mer. On considère qu'une telle conférence pourrait combiner l'étude des questions de désarmement avec la mise sur pied de procédures de règlement des différends. Enfin, on laisse entendre que dans le monde actuel, le nombre d'armements est inversement proportionnel à l'idée que l'on se fait de la sécurité.

Plusieurs participants parlent de la portée du commerce global des armements sur les économies mondiales -- particulièrement dans les nations du tiers monde importatrices d'armes. À cet égard, on suggère de déployer de plus grands efforts pour mettre sur pied un registre du commerce des armements. On note toutefois que la majorité des nations sont peu disposées à communiquer des statistiques sur les budgets militaires aux fins de l'instrument universel de rapport créé par les Nations Unies. En conséquence, on se demande s'il est pratique de chercher à créer un registre du commerce des armements. De même, on affirme qu'il faut redonner de la vitalité et de l'importance au débat onusien sur les transferts d'armes classiques.

En prévision de la conférence de Paris, on fait remarquer que si certains progrès ont été réalisés au niveau des prises de conscience après 1978, il y a encore beaucoup de chemin à faire. De nombreux participants parlent de la façon dont le Canada pourrait aider la conférence à prendre des mesures modestes, mais pratiques et utiles, pour faire avancer le débat sur un terrain plus concret et plus significatif. On demande quelles mesures pratiques le Canada pourrait prendre pour rehausser la conscience générale du public à l'égard de la conférence.

Le rôle des Nations Unies elles-mêmes est souligné, en particulier dans le domaine du règlement des différends et la conférence de Paris est perçue comme une occasion de renforcer l'ensemble des rouages des Nations Unies. On juge en outre important de transmettre largement au public, y compris au public canadien, le message et les détails de cette conférence.

On recommande que le Canada prenne une position assez ferme à la Conférence. Le public canadien est jugé tout à fait éclairé sur la question -- qui, dans une certaine mesure, est déjà un problème pour le peuple canadien. Nos dépenses militaires relativement peu élevées et le fait que le Canada se trouve au coeur d'un débat sur la politique étrangère et éventuellement, quoique dans une moindre

mesure, sur la politique de défense, le rendent apte à penser de façon créative la question du désarmement et du développement et à y donner suite.

Si d'aucuns considèrent que des "mesures additionnelles ne suffisent pas" pour susciter des changements, beaucoup suggèrent que le Canada entreprenne de petits programmes pour faire avancer le processus. Par exemple, certains appuient l'accent sur des efforts de paix au niveau régional comme moyen de renforcer la sécurité régionale. On laisse entendre que de telles initiatives pourraient tout aussi bien renforcer la position des Nations Unies. À cet égard, on pourrait envisager d'élaborer des "mesures régionales de restauration de la confiance" qui s'appliqueraient en dehors de la sphère européenne. On fait remarquer qu'un accord fructueux à Stockholm pourrait servir de modèle à une telle approche régionale.

Pour ce qui est de la représentation à la conférence de Paris, on suggère de prendre des dispositions pour subventionner la participation de représentants d'ONG canadiennes, et notamment de femmes.

Enfin, on laisse entendre que la tendance des États à prendre des mesures unilatérales pour réaliser les objectifs de leur politique étrangère exigeait nécessairement des dépenses militaires plus élevées et pourrait bien entraîner un recours accentué à la force militaire. On fait remarquer que la position clé de la "sécurité" dans les rapports entre le désarmement et le développement, comme dans toutes les relations mondiales, a été reconnue par les auteurs de la charte des Nations Unies.

On convient unanimement de la nécessité de renforcer les Nations Unies, ainsi que de favoriser le respect de sa charte et l'adhésion au concept de sécurité collective qu'elle renferme.

Participants:

- | | |
|-------------------|--|
| Murray Thompson | - International Council for Public Education |
| John Trent | - Secrétaire général de l'Association canadienne des sciences politiques |
| John Lamb | - Directeur du Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement |
| Buzz Nixon | - Expert-conseil |
| Mary McCarcken | - Fédération canadienne des femmes diplômées des universités |
| Fred Hannington | - Légion royale canadienne |
| Clyde Sanger | - Journaliste |
| William Barton | - Président de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales (ICPSM) |
| John Sigler | - Université Carleton |
| Roger Hill | - Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur |
| Geoffrey Pearson | - Administrateur délégué de l'ICPSM |
| Firdaus Kharas | - Directeur exécutif de l'Association canadienne pour les Nations Unies |
| John Wilkinson | - Operation Dismantle |
| Fergus Watt | - World Federalists |
| Elizabeth Curlton | - Fédération canadienne des femmes diplômées des universités |
| Dorothy Rosenberg | - Canadian Council for International Cooperation |
| Chris Bryant | - CUSO |
| Peter Ross | - Canadian Student Pugwash |
| Bernard Wood | - Executive Director, North-South Institute |

Représentants:

- | | |
|-------------------|--|
| Julian Payne | - Policy Branch CIDA |
| Gary Smith | - Directeur, Direction du contrôle des armements et du désarmement, Ministère des Affaires extérieures |
| Oleg Chistoff | - Directeur adjoint, Direction du contrôle des armements et du désarmement, Ministère des Affaires extérieures |
| Kevin O'Shea | - Direction des relations économiques avec les pays en développement, Ministère des Affaires extérieures |
| Col Alex Morrison | - Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York |

RAPPORT DES TRIBUNES PUBLIQUES

L'un des objectifs de la tournée de l'ambassadeur Roche à travers le Canada était de diriger des tribunes publiques sur le thème de l'Année internationale de la paix (AIP). Des tribunes ont ainsi été tenues dans les dix villes suivantes: Saint-Jean (T.-N.), Halifax, Charlottetown, Saint John, Montréal, Toronto, Winnipeg, Saskatoon, Calgary et Victoria.

Les tribunes ont pour la plupart été organisées par l'Association canadienne pour les Nations Unies; ainsi, une bonne partie du public était constituée de représentants des chapitres locaux de l'Association et souvent de l'Institut canadien des Affaires internationales (ICAI). En outre, les tribunes ont été annoncées dans les journaux locaux, à la télévision et par affiches. Bien que l'on ait cherché à attirer un public plus général, il a été assez évident -- du moins si l'on pense aux personnes qui posaient des questions -- qu'en général les rencontres ont attiré beaucoup de membres actifs d'organisations oeuvrant pour le désarmement.

Les tribunes ont débuté par une introduction de 20 à 30 minutes de l'ambassadeur Roche qui a exposé l'ordre du jour de l'AIP, les politiques du Canada relatives aux domaines pertinents, surtout ceux du désarmement et du développement. (Voir le texte complet de l'allocution à l'appendice "A", page 71.)

Les remarques de l'ambassadeur Roche ont été suivies de brefs commentaires de deux invités, souvent des universitaires en vue ou des membres d'ONG locales.

INVITÉS:

Saint-Jean, Terre-Neuve:	- Joanne Harris
	- Michael Wallack
Halifax, Nouvelle-Écosse:	- Margaret Fulton
	- Denis Stairs
Charlottetown, Î.-P.-É.:	- Helen MacDonald
	- Mary Boyd
Saint John, Nouveau-Brunswick:	- Henry Llambias
	- Leonard Higgins
Montréal, Québec:	- Ann Gertler
	- Michel Fortmann

Toronto, Ontario: - Metta Spencer
 - Brian S. MacDonald

Winnipeg, Manitoba: - Valerie Klassen
 - Paul Buteux

Saskatoon, Saskatchewan: - Ellen Gould
 - Red Williams

Victoria, Colombie-
Britannique: - Michael Walker
 - Reg. Lane

Calgary, Alberta - Trudy Govier
 - Cynthia Cannizzo

Il convient de remarquer qu'en exposant les six priorités établies par le gouvernement dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement (réductions radicales, interdiction complète des essais, Traité de non prolifération, guerre chimique, espace extra-atmosphérique et mesures de restauration de la confiance) l'ambassadeur Roche a semble-t-il apporté des faits nouveaux pour les participants. On a constaté également, d'après les questions posées, que la politique étrangère du Canada en général était peu connue ou mal comprise. Par exemple, le Canada a souvent été accusé de ne pas voter ou de ne pas oeuvrer en faveur d'une interdiction complète des essais, en dépit de notre politique clairement énoncée à cet égard, de nos votes constants en conséquence, des travaux poursuivis à la CD et de nos travaux de vérification en vue d'une interdiction complète des essais. De même, on a souvent demandé instamment que le Canada entreprenne des travaux ou appuie certains objectifs en matière de contrôle des armements et de désarmement, dont beaucoup font depuis longtemps partie de notre ordre du jour, p. ex. nos travaux en vue d'une convention sur la guerre chimique, ainsi que ceux sur l'espace extra-atmosphérique et le traité de non-prolifération. Il s'est avéré que, même au sein des ONG les plus importantes et les mieux établies, davantage d'informations s'imposaient pour avoir une perspective globale. Les longues périodes de questions ont été marquées par des échanges nombreux et animés, au cours desquels une foule de renseignements sur les politiques canadiennes en matière de contrôle des armements et de désarmement ont été exposés en réponse à des questions souvent brutales et critiques.

D'importantes et récentes initiatives canadiennes telles que la résolution sur la vérification, qui a fait l'objet d'un consensus à la 40^e AGNU, les initiatives depuis longtemps proposées telles que la résolution demandant

l'"interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement" ou les résolutions sur la guerre chimique ont semblé inconnues, suscitant à la fois des réactions de surprise et un appui de la part des participants. En fait, l'exposé détaillé des travaux du Canada dans le secteur de la vérification a provoqué à plusieurs reprises des applaudissements. Par contre, d'autres politiques ont été durement critiquées et huées.

Les thèmes ou questions qui ont suscité des préoccupations ne devraient pas être considérés comme globaux ou représentatifs des opinions de l'ensemble des participants à toutes les tribunes. Ils reflètent plutôt les préoccupations les plus vigoureusement articulées. Dans toutes les tribunes, il y a eu une majorité de participants plutôt silencieuse qui étaient clairement venus pour écouter. Il est bien sûr difficile de savoir si leur silence voulait dire qu'ils appuyaient les politiques actuelles ou que leurs préoccupations étaient exprimées par d'autres. Si l'on a souvent manifesté des frustrations et des réactions hostiles à l'endroit des politiques du gouvernement, on a par contre beaucoup appuyé ce type de consultation et de dialogue authentiques. Il est clair qu'on accueillerait favorablement des communications plus nombreuses avec le gouvernement, aux niveaux bureaucratique et politique.

* * *

Avec comme toile de fond les récentes attaques américaines en Libye et l'appui qu'elles semblaient avoir de la part du gouvernement canadien, de même que le manque apparent de progrès aux négociations bilatérales de Genève et l'inconnue qui pèse sur le Sommet espéré de Washington entre le Président Reagan et le Secrétaire Gorbatchev, l'atmosphère des tribunes a été caractérisée par toute la gamme des sentiments allant des préoccupations à la colère.

Envisageant les mesures américaines en Libye dans le contexte d'une politique étrangère américaine que certains perçoivent comme de plus en plus agressive, beaucoup de participants ont manifesté leur opposition à ces actes et leur profonde déception au fait que le Canada les aient entérinés. La question a été étudiée moins en regard de la lutte contre le terrorisme qu'en regard du principe du recours à la force -- en contradiction apparente avec la charte des Nations Unies -- pour résoudre ce qui était essentiellement perçu comme un problème politique et socio-économique. Beaucoup ont estimé que ces mesures avaient un rapport direct avec le contrôle des armements et le désarmement.

On s'est généralement inquiété de l'évolution et de l'orientation que l'on voyait prendre à notre politique étrangère. Il est devenu clair qu'une grande partie du public canadien avait compris, mais pas nécessairement accepté, le message du gouvernement concernant son intention d'entretenir des rapports spéciaux et renforcés avec les États-Unis. On notera à ce sujet que les critiques étaient généralement dirigées contre les États-Unis, laissant l'Union soviétique pas nécessairement non impliquée, mais souvent épargnée. Cet accent placé sur les États-Unis peut être attribué à plusieurs facteurs, dont l'initiative récente de M. Gorbatchev portant sur une vision et un programme attrayants dans le domaine du désarmement; les mesures américaines, telles que le raid en Libye; le refus des États-Unis de discuter d'un moratoire sur les essais nucléaires et la poursuite de leur propre programme d'essais. Beaucoup craignaient que les relations plus étroites que le Canada entretient à l'égard de la politique américaine affaiblissent ses positions traditionnelles sur les questions de contrôle des armements et de désarmement. On peut ainsi dire que nombre des questions témoignaient d'un souci grave et constant à propos de l'"indépendance de la politique étrangère du Canada".

D'un océan à l'autre, un certain nombre de thèmes -- d'intérêt national et international -- ont à maintes reprises fait surface, notamment:

- la "militarisation" perçue de la région de l'Atlantique, l'opposition au projet de centre d'entraînement aérien de l'OTAN à Goose Bay, le rejet de toute possibilité d'implanter une usine Thyssen d'exportation d'armes au Cap Breton, l'opposition à la création d'une usine Litton dans l'Î.-P.-É. dans le cadre du contrat de défense aérienne à basse altitude (DABA), l'opposition à l'accès des ports de l'Est du Canada aux navires américains équipés d'armes nucléaires;
- l'opposition aux essais de systèmes de lancement des missiles de croisière et à l'extraction et à l'exportation d'uranium (que l'on estime contribuer au programme américain d'armes nucléaires);
- l'opposition au renouvellement de l'accord NORAD, les inquiétudes suscitées par l'utilisation continue du Centre d'expérimentation et d'essais maritimes des forces canadiennes à Nanoose par les Américains, et l'opposition à l'accès des ports de l'Ouest du Canada aux navires américains équipés d'armes nucléaires.

On a généralement reconnu et accepté qu'il fallait faire des dépenses dans le secteur de la défense et que les forces canadiennes devaient assurer la souveraineté et oeuvrer au maintien de la paix. Toutefois, beaucoup de participants se demandent encore s'il y a vraiment "une menace pour le Canada" et "qui est l'ennemi". La position du Canada à titre de partenaire au sein de l'OTAN et du NORAD n'a certainement pas été épargnée.

On a posé une foule de questions et manifesté beaucoup d'inquiétude à propos du renouvellement du NORAD, de l'absence de clause sur les missiles anti-missiles balistiques, des rapports entre l'IDS et les États dotés d'armes nucléaires, des répercussions de la SDA 2000 et de la vraie nature de la participation du Canada à la recherche sur l'IDS en dépit de la décision gouvernementale de ne pas participer officiellement, de gouvernement à gouvernement.

D'autres préoccupations/suggestions portaient entre autres sur le renforcement des travaux en vue d'une interdiction complète des essais, l'étude sérieuse et une réponse concernant l'initiative de M. Gorbatchev (y compris le moratoire), l'appui au gel nucléaire, l'adhésion du Canada à l'Initiative de paix des cinq continents, l'appui en faveur d'une session extraordinaire des Nations Unies sur la sécurité internationale, l'appui au concept d'un registre des transferts d'armements, un appui et des pressions actives en faveur de l'Agence internationale de satellites de contrôle (AISC), la déclaration de l'Arctique et du Canada comme zones sans armes nucléaires, la création d'un impôt pour la paix, la déclaration de l'OTAN sur la non utilisation en premier des armes nucléaires et un moratoire sur l'exportation de toutes matières liées à l'énergie nucléaire, à savoir l'uranium et le tritium.

Le Canada a été fortement encouragé à poursuivre son oeuvre de consolidation des Nations Unies et de ses organismes. Le message d'appui en faveur d'un renforcement et d'une plus grande efficacité des Nations Unies a été clairement transmis d'un océan à l'autre.

En général, les tribunes ont été l'occasion d'un échange de vues et de préoccupations vif et quelquefois très émotif, sur toute la gamme des questions en jeu.

S'il était possible de faire un résumé de la diversité des points de vue exprimés dans tout le pays, il faudrait qu'il reflète les graves préoccupations suscitées par le manque de progrès au sein des tribunes bilatérales et multilatérales sur le contrôle des armements et le

désarmement; la mise en doute de la bonne foi tant des États-Unis que de l'URSS face à ces questions; le manque de compréhension des principales politiques du Canada en matière de contrôle des armements et de désarmement associé aux préoccupations que suscitent le manque d'insistance ou de cohérence de la part du gouvernement à cet égard et le sentiment de ce que l'on pourrait appeler un nationalisme canadien ou anti-américanisme foncier.

Notes pour une allocation de
l'ambassadeur Roche aux tribunes publiques



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Ambassador
for Disarmament

Ambassadeur
au Désarmement

"Notes pour une allocution"

Douglas Roche

Ambassadeur au désarmement

Tournée pan-canadienne

Du 12 avril au 4 mai



Les Nations Unies ont proclamé 1986 Année internationale de la paix. Qu'est-ce que cela signifie? Et qu'est-ce que cela signifie pour le Canada?

L'Année internationale de la paix est essentiellement un défi lancé aux gouvernements et aux peuples du monde afin de les amener à mieux se concentrer sur les multiples dimensions de la paix - le règlement des différends, le développement économique et social, les droits de l'homme, l'élimination de la discrimination raciale, ainsi que les questions traditionnelles du désarmement et du contrôle des armements.

La paix ne peut plus être définie comme l'absence de guerre, même si la prévention d'une guerre nucléaire se situe au premier rang des priorités.

La paix ne consiste pas simplement à réduire les armements, même si les mesures de désarmement sont essentielles.

La paix consiste aussi à assurer la sécurité à l'humanité, de sorte que les peuples du monde entier puissent vivre à l'abri de la menace d'une guerre, sans crainte de violations des droits de l'homme, et libres de disposer d'eux-mêmes pour parvenir au progrès économique et social.

La paix est donc un objectif merveilleux à de nombreux égards.

Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il se réalise d'ici le 31 décembre 1986. Ce n'est pas le but de l'Année internationale de la paix dont l'idée est plutôt de faire progresser les grandes questions internationales à l'ordre du jour, tout en continuant de faire du monde une communauté unie et de resserrer les liens entre tous les peuples.

La prise de conscience du fait que la planète est un territoire commun, avec des risques communs, mais aussi des possibilités communes, constitue le véritable message de l'Année internationale de la paix. Elle fait de la paix un système de valeurs. Cela est un net progrès dans la pensée mondiale. Et ce progrès constitue une lueur d'espoir pour l'humanité qui a été trop longtemps divisée et frustrée dans sa quête d'une sécurité durable pour l'homme.

En co-parrainant la résolution des Nations Unies faisant de 1986 l'Année internationale de la paix, le Canada a démontré toute l'importance que la paix représente pour les intérêts du Canada dans le monde actuel.

* * *

C'est comme si la politique mondiale tournait autour de deux axes - les relations Est-Ouest et les relations Nord-Sud.

Les relations Est-Ouest ont été marquées par quarante ans de tensions, de course effrénée aux armements et de mésestente croissante. La définition des relations Est-Ouest repose maintenant sur les redoutables arsenaux nucléaires destructifs des deux superpuissances.

Les relations Nord-Sud ont été caractérisées par des décennies de privations - famine, exode et maladie. La définition des relations Nord-Sud repose aujourd'hui sur les écarts prononcés entre les ressources et les possibilités d'une petite minorité privilégiée vivant dans la prospérité, et celles d'une vaste majorité vivant dans le complet dénuement.

La gestion de ces deux groupes de relations constitue le point de départ des efforts qui mèneront à la paix. Les relations Est-Ouest sont axées sur la limitation et la réduction négociées des armements et sur les mesures de confiance; les relations Nord-Sud sont axées sur le sain développement économique des nations les plus pauvres du monde.

Le Rapport des Nations Unies sur la situation sociale dans le monde, 1985, nous révèle certains faits qui nous éclairent sur ce que nous devons faire pour atteindre ces objectifs:

- En 1984, les dépenses militaires mondiales ont été de 800 milliards \$ -- approximativement 130 \$ par personne (homme, femme et enfant), ce qui équivaut à un peu plus du revenu moyen dans de nombreux pays en développement.
- En 1980, les dépenses militaires des pays développés ont été dix fois plus importantes que le budget de la santé des pays en développement;
- Le prix d'un seul sous-marin nucléaire correspond au budget de l'éducation de vingt-trois pays en développement où l'on compte 160 millions d'enfants d'âge scolaire.

Le contrôle des armements est une question très complexe, technique et avant tout politique. S'il est facile de préconiser l'élimination des armes nucléaires dans le monde - plusieurs propositions ont été faites depuis le Plan Baruch de 1946, il est très difficile de trouver un moyen de négocier une réduction à des niveaux acceptables fondée sur l'égalité et la sécurité égale.

Le Secrétaire général Gorbachev et le Président Reagan ont pris une importante initiative en ce sens lors de leur rencontre au Sommet en novembre 1985. Dans leur déclaration commune, les leaders ont convenu qu'"il est impossible de gagner une guerre nucléaire et qu'il faut l'éviter à tout prix". De même, ils ont recensé plusieurs efforts à faire dans l'intérêt commun des États-Unis et de l'URSS, notamment:

- accélérer les travaux menés dans le cadre des pourparlers sur les armes nucléaires et l'espace, qui ont débuté en mars 1985;
- renforcer le Traité sur la non-prolifération;
- accélérer les efforts mondiaux en vue de la conclusion d'une convention efficace et vérifiable interdisant le recours aux armes chimiques;
- travailler à l'issue positive des pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR) et de la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe.

Il est fondamental d'établir et de maintenir un dialogue politique au plus haut niveau afin de créer un terrain d'entente entre l'Est et l'Ouest.

Cette approche a toujours tenu une place essentielle dans la politique étrangère du Canada. À la fin de sa tournée des diverses capitales mondiales en 1983, l'ex-Premier ministre Pierre Trudeau avait suggéré dix principes à la base des liens communs entre l'Est et l'Ouest:

- Les deux reconnaissent l'impossibilité de gagner un conflit nucléaire.
- Les deux conviennent qu'une guerre nucléaire ne devrait jamais être déclenchée.
- Les deux souhaitent s'affranchir des risques d'une guerre accidentelle ou d'une attaque surprise.

- Les deux reconnaissent le danger inhérent aux armes déstabilisatrices.
- Les deux comprennent la nécessité de disposer de techniques améliorées pour gérer les crises.
- Les deux alliances sont conscientes des conséquences funestes qu'entraînerait le fait d'être la première à lancer une attaque.
- Les deux ont intérêt à accroître leur sécurité et à en réduire les coûts.
- Les deux ont intérêt à prévenir la prolifération des armes nucléaires dans les autres pays, souvent appelée prolifération horizontale.
- Les deux en sont arrivés prudemment à reconnaître leurs intérêts mutuels et légitimes au chapitre de la sécurité.
- Les deux comprennent que leur sécurité stratégique ne peut dépendre de la défaillance politique ou économique de l'autre.

Ces principes, reflétés dans la déclaration au Sommet de MM. Gorbachev et Reagan, élargissent la perspective des relations Est-Ouest et encouragent l'intensification des efforts internationaux en vue d'une paix durable.

Dans le premier discours qu'il a fait immédiatement après son entrée en fonction en septembre 1984, le Premier ministre Brian Mulroney a réitéré l'engagement du gouvernement canadien, à savoir s'efforcer au sein des tribunes multilatérales mondiales de réduire les tensions, d'apaiser les conflits et de créer les conditions propices à une paix durable. Il a déclaré:

"Nous devons travailler sans relâche pour écarter la menace d'une guerre. Les négociations doivent être poursuivies, aussi frustrantes ou aussi fastidieuses qu'elles puissent être ... Jamais l'exercice de la volonté politique n'aura été plus important, car il y va de la vie de nos enfants et de l'humanité tout entière.

Et il a ajouté:

"Même si nous accomplissons des merveilles ici au Canada, je n'aurai pas réalisé mon désir le plus cher si, sous ma direction, le Canada ne contribue pas à réduire la menace de guerre et à accroître les perspectives de paix."

Le Ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a fait part à la communauté mondiale de l'engagement du gouvernement dans l'allocution qu'il a prononcée devant la 39^e Assemblée générale des Nations Unies, à l'occasion de laquelle il a déclaré::

"Pour sa part, le Canada est décidé à continuer de jouer un rôle de chef de file dans la recherche de la paix et du désarmement. Nous croyons que la course aux armements nucléaires menace la vie de chaque Canadien et l'existence même de la société elle-même. Des pays comme le mien doivent user de leur influence pour renverser ce mouvement et réduire le danger de destruction. Cet objectif sera une priorité constante de la politique extérieure du Canada."

Le Canada a toujours fait preuve vis-à-vis des principales questions mondiales d'un engagement constructif et actif. M. Clark l'a du reste souligné dans l'avant-propos du Livre vert du gouvernement sur la politique extérieure:

"A San Francisco, nous avons participé à la création des Nations Unies. Nous étions à Bretton Woods au moment de la confection du système monétaire de l'après-guerre. Nous étions aussi à La Havane et à Genève quand le système commercial international a été mis sur pied. Et nous nous sommes employés depuis à améliorer l'ordre international - Lester Pearson et le maintien de la paix, Howard Green et le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires, Paul Martin et l'adhésion de nouveaux États indépendants aux Nations Unies, Pierre Trudeau et la coopération entre le Nord et le Sud, et entre l'Est et l'Ouest."

Les Nations Unies ont proclamé 1986 Année internationale de la paix. Néanmoins, chaque année doit être une année d'efforts consacrés à la paix, et le Canada continuera de réclamer et d'explorer des moyens viables de mettre fin à la dissémination des armes nucléaires, dans le but et dans l'esprit exposés dans le discours du Trône de 1984:

"Il nous faudra de la patience et de la persévérance car, dans cette entreprise, le moindre progrès vaut qu'on lui consacre les plus grands efforts."

Ainsi, le Canada continue, avec ses alliés, à s'efforcer d'influencer les négociations bilatérales de façon positive et constructive, afin de parvenir à des réductions radicales des armes nucléaires. De nombreux efforts méconnus du public sont déployés à cette fin. Bien qu'il n'y ait place, à la table des négociations à Genève, que pour les deux superpuissances, le Canada souligne sans cesse que la conduite de ces négociations aura des conséquences pour chaque nation du monde. Les négociations en cours - avec ce qu'elles comportent de propositions et de contre-propositions - montrent l'étendue et la complexité des vastes systèmes d'armes nucléaires dont disposent les deux parties. Même s'il semble qu'il y ait encore un long chemin à parcourir avant d'arriver à un accord, les observateurs les plus chevronnés font maintenant preuve d'un optimisme prudent.

* * *

Le Canada a toujours adopté une approche générale à l'égard de la sécurité - ne la définissant pas simplement en fonction de la force militaire, mais de façon à la placer dans un contexte plus vaste. La politique du Canada en matière de sécurité comporte quatre éléments:

- le contrôle des armements et le désarmement;
- la défense;
- le maintien de la paix; et
- le règlement des différends.

En ce qui concerne le désarmement et le contrôle des armements, le gouvernement s'est fixé six objectifs précis:

- la négociation de réductions radicales des forces nucléaires et le renforcement de la stabilité stratégique;
- le maintien et le renforcement du régime de non-prolifération nucléaire;
- l'appui du Traité sur l'interdiction absolue des essais nucléaires;
- la négociation d'une interdiction globale des armes chimiques;
- la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique; et

- l'instauration de la confiance nécessaire pour faciliter la réduction des effectifs militaires en Europe et ailleurs.

Que fait le Canada en vue d'atteindre ces objectifs?

Le Canada a accueilli avec beaucoup de satisfaction l'annonce, en janvier dernier, de la reprise des pourparlers entre les États-Unis et l'Union soviétique. L'an dernier, nous avons eu recours à tous les moyens dont nous disposons pour encourager, appuyer et faciliter la conduite de négociations sérieuses et constructives.

Le Canada a mené une série de consultations et de discussions avec les États-Unis - au niveau bilatéral et avec ses alliés de l'OTAN - à propos de l'avancement de ces négociations.

Le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan ont eu plusieurs entretiens au cours desquels le Canada a souligné l'intérêt qu'il prend à ces négociations.

À l'OTAN, nous avons encouragé la tenue d'entretiens périodiques et approfondis sur les pourparlers de Genève, et sur ce qu'ils impliquent pour les politiques de l'Alliance.

De même, le Canada a engagé un dialogue avec l'Union soviétique. Le Premier ministre a écrit au Secrétaire général Gorbachev pour lui faire connaître les vues et les priorités du Canada sur les questions de contrôle des armements, et les représentants du Canada ont eu avec leurs homologues soviétiques, à Ottawa et à Moscou, des entretiens bilatéraux sur le désarmement et le contrôle des armements. Des consultations similaires ont déjà eu lieu et d'autres sont prévues avec certains pays de l'Est.

Le Canada peut faire des contributions pratiques au processus bilatéral et multilatéral de contrôle des armements. Le gouvernement axera ses efforts dans trois directions:

- encourager le respect des traités en vigueur;
- développer des mécanismes de vérification, et
- établir la confiance entre l'Est et l'Ouest.

Il est essentiel que les traités en vigueur soient respectés si nous voulons parvenir à un régime crédible et viable de contrôle des armements. M. Clark a dernièrement réaffirmé que le Canada appuie fermement le régime créé par le Traité sur la limitation des systèmes de missiles anti-missiles et les accords SALT déjà conclus sur la limitation des forces stratégiques. Il a déclaré:

"Notre position sur les recherches menées dans le cadre de l'IDS se fonde sur la nécessité de respecter intégralement les dispositions du Traité ABM. Nous continuerons d'inciter les parties à ces traités à ne rien faire qui pourrait en miner l'intégrité, mais de travailler plutôt à en renforcer la nature et la portée."

Le Canada estime depuis longtemps que le Traité sur la non-prolifération, auquel 131 nations sont maintenant parties, constitue un élément fondamental de la sécurité internationale, à l'avantage de tous les pays puisqu'il réduit le risque de la prolifération nucléaire et facilite l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

La Troisième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui a eu lieu en septembre dernier à Genève, a donné lieu à un document adopté par consensus, qui réaffirmait l'importance de ce Traité.

Les objectifs que s'était fixés le Canada pour cette Conférence - le maintien du TNP comme élément de base du régime de non-prolifération, et la réaffirmation des buts et dispositions du Traité - ont été nettement atteints.

Le Canada continuera d'essayer de renforcer et d'améliorer ce Traité, de soutenir l'élan imprimé par la Conférence en vue d'accroître le nombre de pays parties au Traité et d'encourager le respect de la lettre et de l'esprit du Traité.

L'interdiction complète des essais nucléaires demeure pour le Canada un objectif prioritaire. Reconnaissant que la négociation d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires pose encore des problèmes politiques et techniques, le Canada s'efforce, à la Conférence sur le désarmement, de faire progresser cette importante question.

Peu d'armes de destruction massive sont aussi horribles que les armes chimiques. Le Canada a participé activement aux travaux que mène actuellement la Conférence sur le désarmement en vue de négocier une convention multilatérale et vérifiable sur l'interdiction des armes chimiques.

Dans le cadre de la Conférence sur le désarmement, le Canada mène également des discussions visant la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. Le Canada a présenté une étude approfondie du droit international relatif au contrôle des armements et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Cette étude identifie plusieurs thèmes importants qui doivent être examinés si l'on veut arriver à rédiger un traité international interdisant toutes les armes dans l'espace.

L'établissement de la confiance entre l'Est et l'Ouest est d'un intérêt fondamental puisque c'est là une condition indispensable pour le désarmement et le contrôle des armements. Tant à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe que dans le cadre des pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces, le Canada s'efforce, avec ses alliés, de trouver des moyens de parvenir à un accord sur cette question.

Les diverses façons dont le Canada participe aux tribunes multilatérales pour le désarmement et le contrôle des armements montrent la complexité des problèmes et la nécessité d'établir un climat politique productif permettant de négocier des accords sur le contrôle des armements qui soient équitables, durables et vérifiables. Grâce à son programme complet de recherches en matière de vérification, le Canada contribue de plus en plus à ce processus.

La vérification n'est pas bien sûr une fin en soi, mais elle permet d'accroître l'efficacité des traités en favorisant la confiance et le respect pour les textes négociés. Un ensemble solide de traités vérifiables de contrôle des armements reposant sur un certain degré de confiance de la part des nations aiderait beaucoup à apaiser les tensions et la méfiance. La vérification, a récemment fait remarquer M. Clark à la Chambre des communes, est un domaine où l'expertise canadienne et la diplomatie se rejoignent.

Le programme de vérification du Canada appuie ses priorités en matière de désarmement et de contrôle des armements, grâce:

- à la réalisation d'études concernant les problèmes qui s'appliquent aux négociations internationales;
- à la promotion de programmes de formation spécialisée;

- à la tenue de colloques internationaux d'experts sur des sujets précis;
- à la liaison avec les organes nationaux et internationaux étrangers, qui s'occupent de la vérification;
- à la sensibilisation du public à la question de la vérification.

Depuis le début du programme, en 1983, près de 100 projets ont été entrepris pour appuyer directement les efforts déployés par le Canada à la Conférence sur le désarmement. De même, le programme de vérification appuie les pourparlers de Vienne et la Conférence de Stockholm.

Au nombre des principales activités menées récemment dans le cadre de ce programme, notons:

- le projet de consacrer 3,2 millions \$ à la rénovation du réseau de détecteurs sismiques de Yellowknife comme grande contribution à la recherche sur les moyens de vérifier un éventuel traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
- la communication au Secrétaire général des Nations Unies d'un manuel détaillé sur les procédures à suivre pour faire enquête sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques ou biologiques;
- la poursuite du projet "Paxsat" qui a pour but de déterminer la possibilité d'appliquer la télédétection espace-espace et espace-sol à la vérification d'un éventuel traité interdisant l'utilisation des armes dans l'espace; et
- un répertoire complet des déclarations faites à la Conférence sur le désarmement et dans les tribunes qui l'ont précédée, sur les questions des armes chimiques, des armes radiologiques, de l'espace extra-atmosphérique et de la vérification.

Le Canada partage ses connaissances et son expertise en matière de vérification avec la communauté internationale, et fait ainsi progresser de façon très pratique le processus mondial de contrôle des armements.

Le sérieux du Canada en ce qui concerne ce genre de travail fondamental sur la vérification est bien établi et maintenant largement reconnu dans les tribunes multilatérales. C'est, dans une certaine mesure, la raison pour laquelle le Canada a réussi à amener la quarantième Assemblée générale à adopter par consensus une résolution sur la "Vérification sous tous ses aspects."

Cette résolution jouit de l'appui unanime de la communauté internationale qui reconnaît la légitimité de la vérification en tant qu'élément authentique, nécessaire et intégral du processus de contrôle des armements. Les nations de l'Est, de l'Ouest, neutres et non-alignées ont remarqué que, pour que les mesures de désarmement soient efficaces, "il faut qu'elles soient justes et équilibrées, qu'elles soient acceptables pour toutes les parties, qu'elles soient claires quant au fond et que l'on puisse s'assurer du respect de leurs dispositions." Cette résolution invite les États membres à "redoubler d'efforts pour parvenir à des accords sur des mesures de limitation des armements et de désarmement qui soient équilibrées, mutuellement acceptables, vérifiables et efficaces". De même, elle invite les États membres "à communiquer au Secrétaire général leurs vues et suggestions sur les principes, procédures et techniques de vérification, cela afin de promouvoir l'inclusion de dispositions de vérification appropriées dans les accords de limitation des armements et de désarmement, ainsi que sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies en matière de vérification."

Cette résolution a clairement aidé à établir des bases communes en ce qui concerne la question de la vérification, un élément essentiel des travaux menés au niveau bilatéral et au niveau multilatéral dans le domaine du contrôle des armements.

* * *

La proclamation de l'Année internationale de la paix par l'Assemblée générale des Nations Unies dépasse les questions plus traditionnelles du désarmement et du règlement pacifique des différends. Elle reconnaît que les efforts en vue d'améliorer les conditions de vie des peuples du monde entier et l'environnement peuvent apaiser les tensions et donc promouvoir la paix dans le monde.

Il est certain que l'inégalité flagrante entre les riches et les pauvres est une source potentielle d'instabilité; que l'incarcération, la torture et

l'assassinat de personnes par leur propre gouvernement ou des gouvernements étrangers engendrent l'amertume et la violence; que la désertification de vastes parties de l'Afrique risque de forcer des communautés entières à se déplacer dans le territoire d'autres communautés, ce qui pose des risques graves de conflits.

Depuis de nombreuses années, le Canada fait des efforts considérables pour réduire ces problèmes, et il continuera à rechercher avec insistance des solutions à long terme.

Par ses programmes d'aide au développement, le Canada reconnaît le devoir humanitaire qu'il a de venir en aide aux personnes pauvres, illettrées et misérables du monde; il reconnaît également les avantages qu'une prospérité plus largement partagée représente pour notre bien-être économique. Nous sommes déterminés à faire progresser, d'un certain nombre de manières, le règlement des questions qui préoccupent les pays moins développés:

- meilleure définition, grâce aux discussions en cours à la Banque mondiale et au FMI, de la croissance et de l'adaptation dans les pays en développement;
- renforcement du système commercial international par la promotion d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales;
- participation aux discussions spéciales des Nations Unies sur les problèmes de développement de l'Afrique;
- renforcement des mécanismes internationaux de négociation économique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); et
- amélioration de la formulation des politiques agricoles internationales et efforts pour améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial.

Le Canada aide également à protéger les droits de la personne en participant aux activités de la Commission des droits de l'homme (actuellement en session à Genève), du Conseil économique et social et de la Troisième commission de l'Assemblée générale. Le travail se poursuit en vue de

permettre au Canada de ratifier la Convention internationale contre la torture. Nous avons été particulièrement encouragés par les récents événements politiques survenus au Guatemala, à Haïti et aux Philippines; cela laisse prévoir de nouvelles politiques et un plus grand respect des droits des habitants de ces pays.

Le Canada s'efforce depuis longtemps de persuader les autorités sud-africaines que l'apartheid est un régime injuste et à courte vue. En juillet dernier, le gouvernement a annoncé une série de mesures destinées à intensifier les pressions exercées sur l'Afrique du Sud et à faire savoir à ce pays que nous étions profondément déçus qu'il ne mette pas fin à la discrimination raciale institutionnalisée. Le Premier ministre Mulroney a joué un rôle clé dans l'élaboration du plan d'action du Commonwealth lors de la dernière réunion des chefs de gouvernement de cette organisation. Nous utilisons tous les moyens possibles pour presser le gouvernement sud-africain de trouver le courage de mettre de côté ce système injuste et rétrograde. Le révérend Edward Scott, primat de l'Église anglicane du Canada, est membre du groupe de personnalités éminentes qui cherche à établir un dialogue plus ouvert avec l'Afrique du Sud en vue d'éviter une tragédie d'envergure.

Depuis plus d'une décennie, le Canada est à l'avant-garde des efforts internationaux déployés en vue d'améliorer la gestion de l'environnement naturel universel, mais nous voyons encore les résultats désastreux de l'insouciance des hommes. Les pluies acides causent des dommages à nos forêts et à la vie dans nos lacs; le Sahara conquiert, de manière perceptible, les terres jusque-là fertiles du Sahel; les villes sont souillées par la fumée et empoisonnées par de l'eau imbuvable. Les efforts en vue de combattre les dommages causés à l'environnement doivent reposer sur le principe réaliste selon lequel des mesures doivent être prises dès maintenant, même s'il s'agit d'un problème à long terme.

Grâce à la collaboration internationale en vue de réduire la pollution dans la Méditerranée et à la signature, en juin dernier, d'un protocole international concernant les émissions d'anhydride sulfureux, des progrès ont été réalisés récemment. En 1986, nous continuerons à combattre les pluies acides et la pollution des Grands lacs. À la Commission économique pour l'Europe, des discussions se poursuivent en vue de réduire les émissions d'oxyde nitreux provenant des industries, des centrales électriques et des véhicules automobiles. Dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement, des négociations sont en

cours sur un protocole international pour la protection de la couche d'ozone qui entoure la terre. La Commission mondiale de l'environnement et du développement visitera le Canada du 22 au 31 mai pour étudier les problèmes environnementaux et les meilleures façons de les résoudre. Les groupes et les particuliers auront alors l'occasion de lui exposer leurs vues.

Il est tout à fait approprié que l'Année internationale de la paix serve de toile de fond à une conférence internationale parrainée par les Nations Unies qui se tiendra l'été prochain sur l'une des principales questions de notre temps: le rapport entre le désarmement et le développement.

Il y a très peu de questions qui intéressent autant de pays industrialisés et de pays en développement que le rapport entre le désarmement et le développement. Dans la conclusion de son document de 1981 intitulé "Rapports entre le désarmement et le développement", le Groupe d'experts des Nations Unies déclarait:

"... le monde peut, soit poursuivre la course aux armements avec une singulière énergie, soit s'orienter consciemment et avec une promptitude délibérée vers un développement économique et social stable et équilibré dans le cadre d'un ordre économique et politique international plus acceptable. Il ne peut poursuivre les deux objectifs à la fois. Il convient de reconnaître que la course aux armements et le développement sont en concurrence, notamment sur le plan des ressources, mais aussi du fait des attitudes et perceptions essentielles qu'ils suscitent."

L'un des apports les plus importants de l'étude du Groupe des experts a été de placer la question des rapports entre le désarmement et le développement dans le contexte plus large de l'interdépendance du désarmement, du développement et de la sécurité.

Le Groupe d'experts faisait remarquer dans son étude que les dangers actuels pour la sécurité des nations débordent largement la puissance militaire des adversaires éventuels. Parmi les dangers non militaires pour la sécurité, il mentionnait:

- la rareté des matières et des produits bruts essentiels;
- les effets à long terme de la dégradation de l'environnement;

- l'inégalité actuelle de la distribution des richesses et des possibilités mondiales.

Le Canada voit dans cette conférence la possibilité de procéder à un examen complet et approfondi des questions que posent les rapports entre désarmement et développement. Par exemple:

- quelles sont les ressources actuellement consacrées aux armements;
- de quelle façon ces dépenses influent-elles sur le développement;
- quelles ressources pourraient être prélevées sur les dépenses militaires;
- quels seraient les problèmes, les coûts et les avantages d'une telle redistribution.

Par ailleurs, le Canada estime que ces questions doivent être abordées dans une perspective globale - qui tienne compte à la fois des pays développés et en développement, du désarmement nucléaire et conventionnel - en gardant la sécurité, dans son sens le plus large, au centre du débat.

La prise de conscience à l'échelle internationale et la reconnaissance de l'importance des rapports entre désarmement et développement au cours de l'Année internationale de la paix marqueront une étape importante sur la voie qui mène au rétablissement de la paix dans le monde.

Le Canada est bien placé pour aider la communauté internationale à débattre librement et totalement pour la première fois des rapports entre désarmement et développement. En tant que pays développé possédant une longue expérience des pays en développement et en tant que participant actif à tous les forums internationaux sur le contrôle des armements et le désarmement, le Canada apportera à ce débat une compétence et une sensibilité particulières.

* * *

En plus des efforts constants qu'il déploie en faveur de la paix, le Canada mettra sur pied un programme d'activités visant à souligner les thèmes de l'Année internationale de la paix et à faire participer des Canadiens dans l'ensemble du pays à cet événement international particulier.

Ce programme prévoit des activités et des mesures spéciales, notamment:

- l'appui des activités onusiennes pour l'AIP par une contribution de 10 000 \$ au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'AIP, qui forme une partie des 100 000 \$ que nous consacrerons globalement aux objectifs de la Campagne mondiale des Nations Unies pour le désarmement;
- la tournée pan-canadienne qu'effectuera l'ambassadeur au désarmement et les rencontres régionales qu'il aura avec les membres du Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements, au cours desquelles il traitera de l'AIP d'une part, et de la question des rapports entre désarmement et développement, d'autre part;
- la publication d'un recueil d'essais dans lesquels des personnalités canadiennes font part de leurs réflexions sur les grands thèmes de l'Année internationale de la paix;
- un concours national d'essais sur le thème "Qu'est-ce que la paix et comment puis-je y contribuer?", ainsi qu'un concours d'affiches sur l'AIP, organisés par l'Association canadienne pour les Nations Unies;
- l'émission d'un timbre commémoratif par la Société canadienne des postes pour marquer l'AIP.

En outre, d'autres ministères fédéraux mettront sur pied leurs propres programmes en s'inspirant des thèmes de l'AIP. Par exemple, dans le cadre de ses activités régulières, le ministère de la Défense nationale soulignera l'AIP à l'aide de publications, d'expositions et de conférences. Les thèmes abordés à cette occasion seront notamment les initiatives de défense du Canada visant à maintenir la paix, le rôle des Forces armées canadiennes et la contribution permanente du Canada au maintien de la paix.

De cette façon, le gouvernement compte encourager et appuyer les manifestations auxquelles participeront les Canadiens dans l'ensemble du pays pour célébrer l'Année internationale de la paix.

Pour de nombreux Canadiens, la proclamation de l'AIP n'a fait que confirmer ce qu'ils savaient déjà. Cette décision nous aura rappelé que la paix sans le développement n'est pas la paix, que la paix sans l'égalité et l'harmonie entre les races n'est pas la paix, et que la paix sans un niveau de vie acceptable n'est pas la paix.

C'est, par conséquent, par l'ampleur de ses programmes - de l'aide au développement et de la défense active des droits de la personne à la protection de l'environnement et à la promotion d'un meilleur niveau de vie pour l'ensemble de la population canadienne et donc, pour les populations du monde entier - que le Canada peut apporter une contribution utile à la paix.

L'esprit, l'enthousiasme et la volonté d'agir suscités par l'AIP doivent être maintenus au cours des années à venir si nous voulons véritablement instaurer la paix sur la planète.

Le Canada et les Canadiens peuvent faire de l'AIP le catalyseur de leurs démarches continuelles pour la paix. Si nous parvenons à insuffler à d'autres notre espérance et notre foi en une humanité pacifique, nous aurons accompli une grande oeuvre.

Itinéraire de la tournée

UNITED NATIONS ASSOCIATION
IN CANADA



ASSOCIATION CANADIENNE POUR
LES NATIONS UNIES

63 SPARKS, OTTAWA, ONTARIO K1P 5A6 TEL: (613) 232-5751

F I N A L
(short form)
May 2, 1986

ITINERARY FOR AMBASSADOR DOUGLAS ROCHE

April 14 - May 2, 1986

Monday, April 14, 1986

9:00 a.m. - 12:00 p.m.

Consultative Group - St. John's, Nfld.
Hotel Newfoundland, Signal Room

1:45 p.m.

Interview - CBC Radio "On the Go"
342 Duckworth St., 3rd Floor

5 minute taped interview for broadcast
between 4-6 p.m.

Interviewer: Peggy Herring, Reporter

Contact: Peggy Herring
(709) 737-4140

2:30 p.m.

Editorial Board - St. John's Evening Telegram
Columbus Drive

Contact: Maurice Finn
Editorial Page Editor
(709) 364-6300

3:30 p.m. - 4:00 p.m.

Interview - St. John's Evening Telegram

4:30 p.m.

Interview - NTV-CTV TV

15 minute taped interview for evening news hour.

Contact: Paul Harpelle
(709) 722-5015

Monday, April 14, 1986 (cont'd)

8:00 p.m. - 10:00 p.m.

Public Forum - St. John's, Nfld.
S.J. Carew Building, Room X2007
(Engineering Building),
Memorial University

Chairman: Firdaus Kharas
Panelists: Joanna Harris
Prof. Michael Wallack
Introduced by: Firdaus Kharas
Thanked by: Prof. Gunther Hartman

Contact: Prof. Gunther Hartman
Dept. of Political Science
Memorial University
(709) 737-8178 (o)
737-8179 (messages)
753-3931 (r)

overnight

Hotel Newfoundland - St. John's, Nfld.

Tuesday, April 15, 1986

9:00 a.m. - 12:00 p.m.

Consultative Group - Halifax
Halifax Sheraton, Room "B"

12:05 p.m.

Interview - Dalhousie University CKVU Radio
"Upwardly Mobile"
Halifax Sheraton, Room "B"

Contact: Ken Bourke
(902) 424-6479 (o)
454-4250 (r)

2:30 p.m.

Editorial Board - Halifax Chronicle-Herald
1650 Argyle Street

Contact: Rob Matthews
(902) 426-2811

3:30 p.m.

Interview - Halifax Chronicle Herald

4:30 p.m.

Interview - CBC TV "Daily News" (cancelled by CBC).

Interview Ambassador Roche in hotel
room.

Contact: Robert Washburn
(902) 420-8311

8:00 p.m. - 10:00 p.m.

Public Forum - Halifax
Great Hall, 3rd Floor, Dalhousie Faculty Club
Dalhousie University

Chairman: Firdaus Kharas
Panelists: Dr. Margaret Fulton
Prof. Denis Stairs
Introduced by: Dr. Arthur Hanson
Halifax Branch President
Thanked by: Dr. Arthur Hanson
Halifax Branch President

Contact: Evelyne Meltzer, Halifax UNAC Branch
(902) 429-6176 (o)
429-5595 (r)

overnight

Halifax Sheraton

Wednesday, April 16, 1986

8:30 a.m.

Interview - CBC Radio "Information Morning"
5600 Sackville Street

live 20 minute interview

Host: Don Connelly

Contact: Eric Simpson
(902) 420-4432

10:00 a.m.

Interview - CHNS Radio "Sunday Report"
5230 Tobin Street

20 minute taped interview with panel
of reporters: Roger Snowdon, Dave
McLaughlan, for broadcast across
Atlantic Provinces and Canada

Contact: Tom Silver
(902) 422-1651

11:00 a.m.

High School Assembly - Queen Elizabeth High School
1929 Robie Street, (902) 421-6797.

Ambassador Roche to give 20 minute address to
assembly of 120 Canadian History and Russian
History students, followed by question and answer
period.

Contact: Mr. Neil McLean
History Teacher
(902) 421-6804
421-6797

12:30 p.m.

Business Luncheon - Halifax North-West Rotary Club,
Citadelle Inn, Commonwealth
Room

Ambassador Roche is to speak for 20 minutes.

Introduced by: Dr. W.G. Hilliard
President, Rotary Club

Thanked by: Dr. W.G. Hilliard

Contact: Dr. W.G. Hilliard
(902) 865-6400 (o)
443-2851 (r)

Wednesday, April 16, 1986 (cont'd)

3:30 p.m.

Interview - CBC-TV "Compass"
430 University Ave. (Charlottetown)

5 minute taped interview for Evening
News Show

Host: Roger Younker

Contact: Bill Cooper
Assignment Editor
(902) 566-3591

4:00 p.m.

Interview/Editorial Board - Charlottetown Guardian
165 Prince Street

Contact: Walter McIntyre
(902) 894- 8508

8:00 p.m. - 10:00 p.m.

Public Forum - Charlottetown
Duffy Amphitheatre, Duffy Building
University of Prince Edward Island

Chairman: Firdaus Kharas
Panelists: Helen MacDonald
Mary Boyd
Introduced by: Verner Smitheram,
Dean of Arts
Thanked by: Verner Smitheram

Contact: Verner Smitheram
Dean of Arts
(902) 566-0310

overnight

Sheraton Prince Edward - Charlottetown

Thursday, April 17, 1986

9:00 a.m. - 11:30 a.m.

Consultative Group - Charlottetown
Sheraton Prince Edward, Gulgare Room

12:00 p.m. - 1:30 p.m.

Business Luncheon - Hillsborough Rotary Club
Rodd Motor Inn (downstairs)

Ambassador Roche will be asked
to speak at 1:00 p.m., for
approximately 20 minutes
followed by a short question
and answer period.

Introduced by: Chuck Hickey
Thanked by: To be
announced.

Attendance: 75

Contact: Harry Lowther
(902) 569-2381 (o)

Mike McCarville
(902) 892-3435 (o)

overnight

Hilton International - Saint John, N.B.

Friday, April 18, 1986

7:45 a.m.

Interview - CBC-Radio, "Info Morning"
Hilliard Place
Main & Portland Street, Building A

5-10 minute live interview

Host: Don Crockford

Contact: Marissa Piccinni
(506) 632-7710

9:00 a.m. - 11:45 a.m.

Consultative Group - Saint John, N.B.
Hilton International, Montagu III

12:10 p.m.

Interview - CHSJ-CBC-TV, Noon News
335 Union St., at Crown Street
Note: Parking lot entrance

8-10 minute live interview. A clip
will be broadcast in the evening.

Host: Dave Clark

Contact: Paul McLaughlin
(506) 652-1150

1:15 p.m.

Interview - CFBC Radio "Focus"
68 Carleton Street
Interviewer & Producer: Gary MacDonald

Contact: Gary MacDonald
(506) 652-1680

2:00 p.m.

Editorial Board - Saint John Telegraph - Journal
210 Crown Street

Contact: Fred Hazel
(506) 632-8888

3:00 p.m.

Interview - Saint John Telegraph - Journal

3:45 p.m.

Ambassador Roche meets Saint John Mayor, Elsie
Wayne. Signing of Guest Book.

Contact: Maureen Conley
(506) 658-2912

Friday, April 18, 1986 (cont'd)

4:15 p.m.

Interview - CBC Radio, "The House"
Main & Portland Street

10 minute interview

Contact: Judy Morrison
(506) 598-3707

8:00 p.m. - 10:00 p.m.

Public Forum - Saint John, N.B.
Trade & Convention Centre (Adjoins Hilton Hotel)
Montagu Rooms
Market Square

Chairman: Firdaus Kharas
Panelists: Prof. Henry Llambias
Dr. Leonard Higgins

Contact: Lesley MacLean, Saint John UNAC Branch
(506) 657-4134 (r)

overnight

Hilton International - Saint John, N.B.

Saturday, April 19, 1986

overnight

Queen Elizabeth Hotel, Montréal

Sunday, April 20, 1986

2:30 p.m. - 5:30 p.m.

Consultative Group - Montréal
Queen Elizabeth Hotel
Salon Gatineau

Contact: Janet Baker
(514) 861-3511

overnight

Queen Elizabeth Hotel - Montréal

Monday, April 21, 1986

9:00 a.m. - 11:15 a.m.

Attend speech by Ambassador Stephen Lewis
International Conference on Peace and Security,
Opening Plenary

Contact: Susan Garin
(514) 735-1388

11:30 a.m.

Editorial Board - Montréal La Presse
750 St. Lawrence, 3rd Floor

Contact: Jean-Guy Dubuc
Editorial Page Editor
(514) 285-7272

Michel Roy, Editor-in-Chief
and/or Frederick Wagner will be
in attendance.

1:00 p.m.

Interview - CHOM Radio "In Focus" & "City Lights"
1310 Green Avenue, 3rd Floor

5 minute taped interview for broadcast
on both FM and AM stations.

Contact: Ann Shatilla
(514) 931-6251

2:30 p.m.

Editorial Board - Montréal Gazette
250 St-Antoine West

Contact: Joan Fraser
Editorial Page Editor
(514) 282-2222

4:00 p.m.

Interview - CJAD Radio "Insight" (Public Affairs)
1411 Fort Street, 3rd Floor

10 minute taped interview for broadcast
that night.

Host: Melanie King

Contact: Melanie King
(514) 989-2523

Monday, April 21, 1986 (cont'd)

8:00 p.m. - 10:00 p.m.

Public Forum - Montréal
Queen Elizabeth Hotel, Marquette Room

Chairman: Albert Legault
Panelists: Ann Gertler
Michel Fortmann
Introduced by: Robert Bertrand
Montréal Branch President
Thanked by: Robert Bertrand

Contact: Bea Bazar, Montréal UNAC Branch
(514) 935-8332

10:05 p.m.

Interview - Radio Canada International

10:15 p.m.

Interview - CJAD Radio, "News"

overnight

Queen Elizabeth Hotel - Montréal

Tuesday, April 22, 1986

10:00 a.m. - 11:50 a.m.

Consultative Group Meeting - Waterloo
Waterloo Inn, Salzberg 200
475 King St. N.

12:00 p.m.

Group attends luncheon organized by Walter McLean's
Office.
Seagram's Museum, upstairs lounge
57 Erb Street

50 people, representing a cross-section of the
community (business, university, religious and
women's groups) have been invited. Ambassador
Roche is asked to speak for 20 minutes, followed by
a question and answer period. Firdaus Kharas and
others to be seated in audience.

Introduced by: Barbara McLean

Contact: Nora Kudrenecky, Asst. to Walter McLean
(519) 885-4900

2:30 p.m. - 3:30 p.m.

Editorial Board - Kitchener-Waterloo Record
225 Fairway Rd., Kitchener

Contact: Ross Weichel
Editorial Page Editor
(519) 894-2231

Note: This session will be
entirely on the record
and a reporter will be
present.

7:00 p.m. - 10:00 p.m.

Consultative Group # 1 - Toronto
Royal York, Nova Scotian Room.

overnight

Royal York - Toronto

Wednesday, April 23, 1986

9:00 a.m. - 12:00 p.m.

Consultative Group #2 - Toronto
Royal York, Nova Scotia Room.

12:15 p.m. 1:30 p.m.

Business Luncheon - Toronto Kiwanis Club
Royal York Hotel, Canadian Room

Please note that this is the Kiwanis Club's "US - Canada Goodwill Week": there will be a group of Kiwanians from Jamestown, N.Y., and from Detroit, Mich. in the audience. Ambassador Roche will speak for 20 minutes followed by a question and answer period.

Attendance: 80

Introduced by: Bert Lawrence
Chairman of the Day

Thanked by: Bert Lawrence

Contact: Bob Bathgate
(416) 965-1809

1:35 p.m.

Interview: CHUM Radio - "In Toronto"
Ambassador Roche's hotel room

15 minute taped interview for Public
Affairs Show

Interviewer: Paul Cross

Contact: Nancy Krant
(416) 926-4066

2:00 p.m.

Editorial Board - Toronto Globe and Mail
444 Front St. West

Contact: Norman Webster
Editor-in-Chief
(416) 585-5000

Wednesday, April 23, 1986 (cont'd)

- 3:05 p.m. Interview: CKO-Radio "Peter Varley Show"
Carlton Inn Hotel, Mezzanine Level
30 Carlton Street
- 10 minute taped interview for national
broadcast next day at noon.
- Host: Peter Varley
- Producer: Dan Duford
- Contact: Melanie Reffes
(416) 591-1222
- 3:45 p.m. Editorial Board - Toronto Sun
333 King Street
- Contact: John Downing
Editor-in-Chief
(416) 947-2222
- 4:45 p.m. Interview - CJRT Radio "News Journal"
297 Victoria
- 10 minute taping for broadcast that
evening
- Interviewer: Bud Riley
- Contact: Bud Riley
(416) 595-0404
- 8:00 p.m. - 10:00 p.m. Public Forum - Toronto
O.I.S.E. Auditorium
252 Bloor St. West
- Chairman: Firdaus Kharas
- Panelists:
- Introduced by: Michael Cox
Toronto Branch Vice-President
- Thanked by: Michael Cox
- Contact: Heather Lange, Toronto UNAC Branch
(416) 928-0138 (o)
- Robert Harris, volunteer
(416) 961-1474 (o)
- overnight Royal York - Toronto

Thursday, April 24, 1986

12:00 p.m.

Business Luncheon - Rotary Club of West Winnipeg
Viscount Motor Hotel
1670 Portage Avenue
(204) 775-0451

Introduced by: Randy Murray,
Vice-President
Thanked by: Randy Murray

Contact: Jack Scarfe
(204) 632-6694 (o)
256-4596 (r)

2:00 p.m.

Interview - CBC Radio, "Drive Home Show"
541 Portage Avenue

10 minute taped interview.

Contact: Louise Penny
(204) 786-0715

2:30 p.m.

Interview - Radio Canada International
(at CBC Radio Studios,
541 Portage Ave.)

15 minute taped interview.

Interviewer: Larry Schewchuk

Contact: Larry Schewchuk
(204) 632-4878

3:15 p.m.

Interview - CHIQ Radio "In Winnipeg"
1445 Pembina Highway

Taped interview for broadcast later
that day.

Host: Brenley Carrington

Contact: Brenley Carrington
(204) 477-5120

Thursday, April 24, 1986 (cont'd)

8:00 p.m. - 10:00 p.m.

Public Forum - Winnipeg

North American Life Bldg.
333 Broadway, Lower Level, back door

Chairman: Firdaus Kharas

Panelists: Valerie Klassen
Paul Buteux

Introduced by: Her Honour
Elizabeth Wilcock
Branch President

Thanked by: Ken Delisle, Branch
Vice-President

Contact: Ken Delisle
Vice-President
UNAC Branch
(204) 986-5072 (o)
772-4322 (r)

overnight

Delta Winnipeg

Friday, April 25, 1986

8:00 a.m. Interview - Winnipeg Free Press
Ambassador Roche's hotel room.
Contact: Mr. Val Werier
(204) 943-9337 (o)
489-2613 (r)

8:30 a.m. Interview - Prairie Messenger
Ambassador Roche's hotel room.
Contact: Chris Guly
(204) 682-5215

8:45 a.m. - 11:20 a.m. Consultative Group - Winnipeg
Delta Winnipeg
Meeting Rooms 1 & 2

4:00 p.m. Official opening of UN Pavilion at Expo '86 by
Ambassador Douglas Roche, Honorary President of
WFUNA

5:30 p.m. Interview - CFUN Radio, "Sunday Morning"
UN Pavilion
Reporter: Norm Byatt
Contact: J.J. Richards
(604) 731-9222

overnight Hyatt Regency, Vancouver

Saturday, April 26, 1986

9:00 a.m.

Ambassador Roche addresses Vancouver Centennial
Peace and Disarmament Festival/Symposium
Orpheum Theatre
865 Seymour Street

Ambassador Roche to address group first, 20-25
minutes only. Firdaus Kharas in attendance as
observer only. Chairperson: Joanna Miller

Contacts: Sheena Lambert
Conference Co-ordinator
(604) 873-7299

Dr. Thomas Perry, M.D.
Co-chairperson, Symposium Planning
Committee
(604) 228-2447

overnight

Edmonton

Sunday, April 27, 1986

4:15 p.m. Interview - CFQC-TV, "News"
216 First Avenue North
(306) 665-8600

5:30 p.m. Interview - CFMC Radio "On Target" (Public Affairs)
and "News"
3333 - 8th Street East

10 minute taping for broadcast on
Monday or Tuesday

Host: Mr. Terry Skelton

Contact: Lori McNabb
(306) 955-6595

6:15 p.m. Ambassador Roche and Firdaus Kharas attend
Saskatoon Branch dinner, Holiday Inn.

Contact: Ed Chiu
(306) 978-1745
966-6300

7:30 p.m. - 10:00 p.m. Public Forum - Saskatoon
Holiday Inn
22nd Street & First Avenue

Chairman: Firdaus Kharas
Panelists: Ellen Gould
Prof. Red Williams
Introduced by: Ed Chiu, Branch President
Thanked by: Dr. Asit Sarkar, National Board
Member, UNAC

Contacts: Ed Chiu, President, UNAC - Saskatoon
(306) 978-1745
966-6300

Joy Beach, Secretary, UNAC - Saskatoon
(306) 373-9070

10:05 p.m. Interview - CJWW Radio, "News"

Reporter: Shawna Kelly
(306) 244-1975

overnight Ramada Renaissance - Saskatoon

Monday, April 28, 1986

7:00 a.m.

Interview - CBC Radio "The Morning Edition"
(Telephone interview from Regina)

5-10 minute taped interview for
province-wide broadcast.

Reporter: Denis Grundy

Producer: Joe Fiorito

Contact: Murray Daubin
(306) 347-9593

7:30 a.m. - 8:25 a.m.

Editorial Board - Saskatoon Star-Phoenix
Verona Room
Ramada Renaissance

Contact: Vern Clements
Editorial Board
(306) 652-9200

Maxine Yusik, Catering
(306) 665-3322

8:30 a.m.

Interview - Globe and Mail, Toronto

10 minute telephone interview with
reporter Paul Taylor.

Contact: Paul Taylor
(416) 585-5172

9:05 a.m. - 12:00 p.m.

Consultative Group - Saskatoon
Ramada Renaissance, Venice Room

12:30 p.m.

Interview - CBC-TV, "Newsday"
CN Tower, Midtown Plaza, 5th Floor

10 minute taped interview

Reporter: Kathy Little

Contact: Jeff Dion
(306) 244-1911

Monday, April 28, 1986 (cont'd)

1:00 p.m.

Interview - CFQC-TV, "Brin Report"
216 First Avenue North

10 minute taped interview.

Host: Leon Brin

Contact: Leon Brin
(306) 665-8600

8:00 p.m. - 10:00 p.m.

Public Forum - Victoria
Newcombe Auditorium, Provincial Museum
675 Belleville Street

Chairman: Firdaus Kharas

Panelists: Dr. Michael Walker
Gen. Reg. Lane

Introduced by: John Herbert
President, UNAC Victoria

Thanked by: Oscar Perez de Tagle
Public Forum Coordinator

Contacts: Oscar Perez de Tagle
(604) 387-0366 (o)
727-2585 (r)

John Herbert, Victoria Branch President
(604) 384-3579

overnight

Harbour Tower Inn - Victoria

Tuesday, April 29, 1986

8:45 a.m. - 8:55 a.m.

Interview - CFMS Radio "Roving Reporter"
Empress Hotel Lobby

Live radio interview

Host: Len Rowcliffe

Contact: Jay Ellergodt
(604) 388-5544

9:00 a.m. - 12:00 p.m.

Consultative Group - Victoria
Harbour Tower Inn, Salon A

12:05 p.m.

Business Luncheon - Kiwanis Club of Victoria
Empress Room, Empress Hotel

Ambassador Roche is asked to
speak for 30 minutes or 20
minutes with a 10 minute
question & answer period
(Ambassador's choice).

Introduced by: Dene Meikle
Vice-President
Kiwanis Club

Thanked by: Roy Goldworthy

Contact: Mr. Dene Meikle
(604) 381-1041 (o)
478-1459 (r)

2:00 p.m.

Editorial Board - Victoria Times-Colonist
2621 Douglas Street

Contact: Paul Minvielle
(604) 382-7211

Tuesday, April 29 (cont'd)

6:00 p.m. - 7:00 p.m.

Interview - "David Suzuki's Discovery Science
Radio"

Hyatt Regency Hotel, Ambassador Roche's
Room

45 minute taped interview for
broadcast on two programs in series
over the next year: on subjects of
Disarmament and Verification. This is
a privately syndicated daily radio show
broadcast nationally with an estimated
audience of 6 million per day.

Interviewer: Sylvia Dayton

Contact: Sylvia Dayton
(604) 688-0203 (o)
731-3339 (r)

overnight

Hyatt Regency - Vancouver

Wednesday, April 30, 1986

8:30 a.m. - 9:00 a.m.

Interview - CJOR Radio "Dave Barrett Show"
1401 W. 8th Avenue

Live phone-in talk show with host Dave Barrett.

Contact: Suse Garber
(604) 731-6111

9:10 a.m. - 12:00 p.m.

Consultative Group - Vancouver
Hyatt Regency

1:00 p.m.

Editorial Board - Vancouver Sun
2250 Granville Street

Contact: Frank Rutter
Editorial Page Editor
(604) 732-2111

1:30 p.m.

Editorial Board - Vancouver Province
2250 Granville St.

Contact: Dan Illingworth
Editorial Page Editor
(604) 732-2222

7:10 p.m.

Interview - KIK-FM, "Calgary Inside Out" and
"Morning News"
Carriage House Inn.

Taped interview with reporter Ingrid Taman.

Contact: Ingrid Taman
(403) 244-1513

Wednesday, April 30, 1986 (cont'd)

7:30 p.m. - 9:15 p.m.

Public Forum - Calgary
Carriage House Inn
9030 MacLeod Trail South
(403) 253-1101

Chairman: Firdaus Kharas
Panelists: Dr. Trudy Govier
Prof. Cynthia Cannizzo
Introduced by: Pat Vanderberg
Calgary Branch President
Thanked by: Pat Vanderberg
Calgary Branch President

Contact: Pat Vanderberg
President, UNAC Calgary
(403) 286-7660 (r)

Richard Vanderberg
(403) 220-4184 (o)
220-5920 (messages)
286-7660 (r)

overnight

Edmonton

Thursday, May 1, 1986

9:00 a.m. - 10:00 a.m.

Speech to Catholic Social Services Conference:
"Values in Human Services: Reflections on Caring"
Edmonton Convention Centre, Hall "B", Exhibition
level.

Ambassador Roche to speak for 45 minutes
Audience: 1,500 maximum
Topic: "The Escalation of Nuclear Arms" (to be
confirmed)
Introduction by : David Kilgour, M.P.

Contact: Paul Maherney
(403) 432-1137

10:15 a.m. - 10:30 a.m.

Interview - CJAX Radio "CJAX Magazine"
Edmonton Convention Centre

10 minute taped interview for noon
broadcast

Host: Jerry Bellikka

Contact: Jerry Bellikka
(403) 439-3911

11:00 a.m.

Editorial Board - Edmonton Journal
10006 - 101 Street

Contact: Roy Cook
Editorial Page Editor
(403) 429-5200

12:00 p.m. - 1:30 p.m.

Business Luncheon - Edmonton Rotary Club
Chateau Lacombe
101 Street at Bellamy Hill

Ambassador Roche will be asked
speak at 1:00 p.m. for 20
minutes followed by a short
question and answer period.

Introduced by: Gneish Ganply
Chairman of the
day

Thanked by: Gneish Ganply

Contact: Jim Dove
Programme Chairman
(403) 421-6388 (o)

Donald MacQuisten
President
(403) 428-6611

Thursday, May 1, 1986 (cont'd)

4:00 p.m.

Interview - CBXT-CBC TV "Newsday"
8861 - 75th Street

Taped session for evening broadcast

Interviewer: Joanne MacMillan

Contact: Kathleen Innes, Producer
(403) 469-2321

overnight

Edmonton

Friday, May 2, 1986

9:00 a.m. - 12:00 p.m.

Consultative Group - Edmonton
Edmonton Westin, Turner Valley Room
10135 - 100 Street

1:00 p.m. - 1:45 p.m.

Interview: CFRN-CTV TV "Face the Newsmen"
18520 Stoney Plain Road, Highway 16

Taped session with panel of reporters,
in format similar to CTV-Ottawa's
"Question Period", for broadcast that
evening

Contact: Dan Koffman, News Director
(403) 483-3311

Coupures de presse



Toronto's Other Voice

PAUL V. GODFREY, Publisher
HARTLEY STEWARD, Vice President, General Manager
JOHN DOWNING, Editor
LESTER PYETTE, Executive Editor
JOHN WEBB, Vice President, Production



Proprietor - The Toronto Sun Publishing Corporation
333 King St. E. Toronto M5A 3X5, 947-2222

ED MONTEITH, Editorial Director

PETER BREWSTER, Managing Editor

J. DOUGLAS CREIGHTON, President

DONALD F. HUNT, Executive Vice President

BRUCE JACKSON, Vice President, Finance

Deeds, not words

Mikhail Gorbachev plays lefties in the world media the way a fly fisherman plays trout — with skill and evident joy.

Gullible journalists treat him like a philosopher king — not the totalitarian kingpin he really is.

To no one's surprise, he's making hay out of the U.S. attack on Libya. The American action was "neo-fascist barbarity" to him, but Libyan terrorism merely a manifestation by frustrated victims of imperialism.

Still, this Soviet master of Orwellian doublethink hasn't ruled out a summit this year with Ronald Reagan "if the atmosphere's right." The "right atmosphere" being our acquiescence to every Soviet condition, of course.

Gorbachev, wooing Western Europe, claims that the U.S. ignored it when it attacked Libya.

He said that President Reagan's "piratical action not only failed to take notice of world public opinion" but that of most of its allies. It's obvious that he's trying to drive a giant wedge between the U.S. and its friends.

The absurdity of his posture is clear in many ways, one being his willingness to still talk summit. So, deep down, he's really not all that upset by America's strong stand.

After all, he knows behind the steel smile that the Soviets would not have been nearly as patient as the U.S. in the face of relentless terrorist murders. And the terrorists — those who aren't funded by the KGB — know it too, one reason that Russians aren't dying throughout the world from sneak attacks like the rest of us.

Gorbachev must produce more than just PR gestures to bring real movement on disarmament. As Douglas Roche, Canada's ambassador for disarmament told us yesterday, concrete steps Gorbachev could take would be to reduce Soviet troops in Europe and to show a willingness to resolve issues other than nuclear arms, such as chemical warfare.

Gorbachev postures because he knows a fair percentage of the world media love to paint him as a peace-maker — silly as that may seem.

In other words, the useful idiots are there to be used, and Gorbachev is just doing his job — using them to help spread the totalitarian gospel.

measures—JUNIUS.

Loyal to arms limits

Just when it looked as if Ronald Reagan had been tackled by his super-hawk defence adviser Richard Perle, he has broken loose and demonstrated that he has some residual interest in arms control and improved superpower relations. Just when it looked as if the President was determined to act without concern for the interests of U.S. allies, he has decided to be more of a team player.

In recent weeks, it had appeared that Perle's of warlike wisdom had become the White House staples on arms control. Mr. Reagan spurned Comrade Mikhail Gorbachev's earnest pleas for a nuclear test ban — or even a summit to discuss this worthy idea. Instead, the U.S. made the earth move Tuesday in the Nevada desert with its tenth nuclear test since the Gorbachev moratorium was announced last July 29.

Just in case this disdain for superpower amity failed to register on Soviet seismic monitors, certain other U.S. affronts in recent weeks were hard to miss. These included U.S. demands for the Soviet Union to reduce its mission at the United Nations and the movement of U.S. naval vessels close to Soviet shores in the Black Sea. Nor could Moscow have been pleased by the Administration's efforts to step up help to rebel forces in Nicaragua, Angola and Afghanistan. Not to mention the U.S. muscle-flexing in Libya.

Yet the President has not warmed up the "evil empire" rhetoric with which he used to vex Soviet leaders. Equally important, he seems disinclined to break out of the 1979 Strategic Arms Limitation Treaty (SALT II). There were fears that, because of suspected Soviet arms control violations, Mr. Reagan would choose to stray from SALT II. Even though the U.S. has not ratified the treaty, Mr. Reagan had previously vowed to respect its provisions if the Sovi-

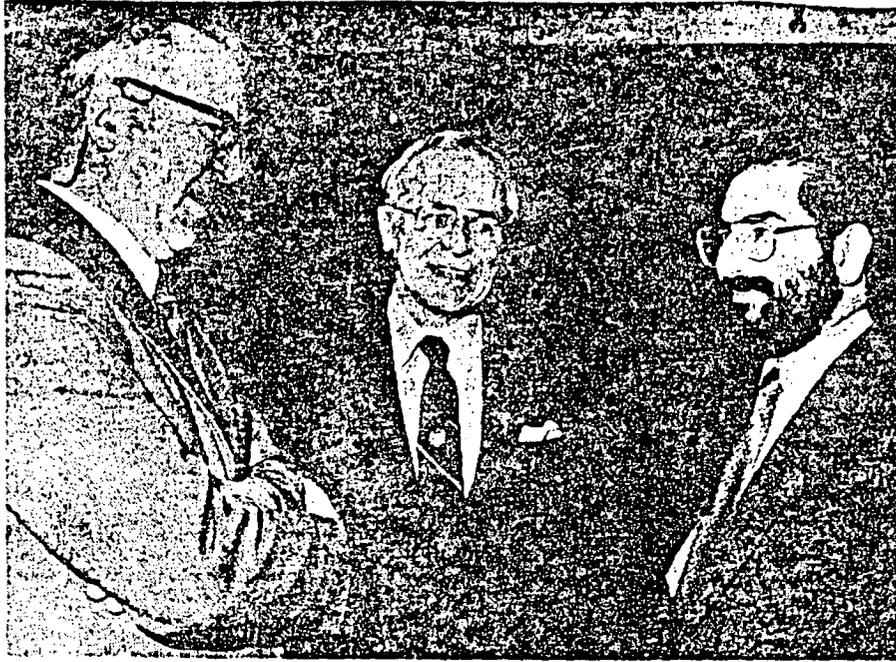
et Union would comply.

This will require that the U.S. dismantle two Poseidon submarines by the time a new Trident sub starts sea trials next month. Only the withdrawal of the Poseidons will keep the U.S. below the limit of 1,200 multiple warhead missiles which SALT II allows each side. Reports from Washington indicate Mr. Reagan will indeed scuttle the Poseidons. But further forbearance will be required later this year. The U.S. will have to retire older missile launchers to accommodate additional cruise-missile-carrying B-52 bombers if it intends to stay below the treaty limit of 1,320 on the combined number of multiple-warhead missiles and bombers.

U.S. allies, so wounded by America's penchant for unilateral action in Libya, should be comforted that Mr. Reagan has dispatched envoys to solicit their views on adherence to SALT II. Paul Nitze departed Tuesday to consult with European allies, while Gen. Edward Rowley departed Sunday to hold talks with Japan, China, South Korea and Canada. It is a fairly safe bet that all of these nations will press the U.S. to respect its SALT II vows even if it suspects the Soviets of being unfaithful.

White House officials have indicated that Britain's views will receive a particularly attentive ear. Since Canada, too, lined up with the U.S. on the Libyan raid, perhaps Ottawa's advice could also count for more than a pinch of SALT. President Reagan has not suddenly turned into Mr. Multilateral, but even the U.S. feels the need to carry its friends with it on arms control.

As Douglas Roche, Canada's ambassador for disarmament, has been saying on a cross-country speaking tour, "compliance with existing treaties remains key to a credible and viable arms control regime." The message deserves to be heard everywhere.



AMBASSADOR SPEAKS — Douglas Roche, Canada's disarmament ambassador (centre) chats with Eric Teed, QC of Saint John (left) and Firdaus James Kharas, Canadian executive-director of the United Nations Association. Roche was in Saint John yesterday for a speaking engagement.

Roche: Canada In Good Position To Advance World Peace Cause

By CATHY O'CONNELL
Staff Writer

Canadians should remain optimistic about world peace and refuse to let the terrorism of today destroy the hope for tomorrow, says Canada's ambassador for disarmament, Douglas Roche.

"I don't want to live in a world that's becoming an armed camp," he said in an interview. "People want peace, but they don't know how to get it."

Roche is engaged in a cross-country speaking tour to help Canadians understand what is meant by the United Nations proclamation of 1986 as the International Year of Peace.

While in Saint John, he called for a united Canadian effort to strengthen the conditions for peace in the world.

"Canada is in a good position to advance the policies of the international community. We already spend less on defence and military than most other countries in the world," he said.

A former MP, he was appointed ambassador for disarmament in 1984 and represents Canada at international meetings on disarmament; is a special advisor to the government and the chief liaison between government and non-governmental organizations.

He said the International Year of Peace should be used to focus attention on a wide agenda for peace including, not only arms control and disarmament, but economic and social development, as well as an end to discrimination.

"Multi-Splendored Goal"

Speaking at a public forum last night at the Trade and Convention Centre, Roche said "peace then is a multi-splendored goal. No one expects that this goal

can be achieved by December 1986. This is not the idea behind the International Year of Peace (IYP)."

"Rather, IYP highlights the broad international agenda that must be advanced as the world continues to evolve into a global community with increasingly closer relationships among all people," he said.

The ambassador described the important role Canada has played and will continue to play in the promotion of world peace.

"Canada and Canadians can use IYP as a catalyst in our ongoing work for peace. If we can infuse others with our hope and belief in true human security, we will have accomplished a great deal," he said.

In an interview he said, that, if given a chance, the United Nations system could go a long way to stamping out terrorism.

"Right now the world has allowed terrorism to grow to the extent that it's dictating the world agenda. We have to take it back by political and diplomatic talks."

The recent attack by the United States against Libya points out the urgency of the international community to get it's act together, he said. The question of security has to be approached from a political and diplomatic basis, not a military basis.

Noting that the roots of terrorism lie in economic and social disparity, he said a more-constructive and effective approach is to attack the cause.

The ambassador said there is hope for world peace. In the long run — through better understanding of how the world works — there is reason for optimism.

Roche sees new hope for peace

Douglas Roche, Canada's Ambassador for Disarmament to the United Nations, expressed hope for world peace Thursday.

"The human family is moving to a higher stage of civilization than ever before," Roche told Reflections on Caring. "Racial barriers are coming down, cultural barriers are coming down."

Roche, who heads Canada's delegation to the UN Disarmament Committee, is optimistic about the future for world peace.

The future, he said, lies not just in the hands of government, but "in the growing numbers of people who want to replace the sickening hatreds of the world with the process of reconciliation."

Peace is no longer the absence of the war, he said. True human security would allow "people everywhere to live free of the threat of war, free of the violation of their human rights, free to develop their own lives."

Globe and Mail, Tuesday April 29, 1986

Real meaning of peace

Canada's ambassador for disarmament, Douglas Roche, in notes for an address to public forums:

(The International Year of Peace) has served to remind us that peace without development is not peace, that peace without racial equality and harmony is not peace, that peace without a reasonable quality of life is not peace. It is, therefore, the fullness of Canada's programs — from development assistance and active support for human rights to the protection of the environment and the promotion of a better standard of living for people across the country and, indeed, around the world — that constitutes a meaningful contribution to peace.



S-P Photo by Glen Berger

Douglas Roche, Canada's ambassador for disarmament

Aid to poor would reduce terrorism

The most effective way of reducing terrorism and the threat of nuclear war would be to increase economic and social aid to poor countries and troubled regions, about 200 people were told in Saskatoon Sunday night by several speakers.

Douglas Roche, Canada's ambassador for disarmament, said the key question facing Canada and other developed nations is simple: "Are we going to threaten to annihilate them (poorer countries), or are we going to share the resources of the planet? That's the question."

"The answer to terrorism is to stamp out the roots of terrorism . . . to apply the international machinery of politics and diplomacy that we have at our disposal to put in more rapid economic and social development into those areas, particularly the Middle East," said the former Progressive Conservative MP from Edmonton.

"I make no excuse for terrorists. Of course it's absolutely intolerable," Roche said at a dinner sponsored in his honor by the Saskatoon branch of the United Nations Association of Canada. "But

the approach to it must be one in which we apply the economic, social and political means to build the conditions for peace — and dampen down the sources of conflict."

Red Williams, a professor at the University of Saskatchewan and a former president of CUSO, stressed "there is much more to disarmament than simply turning swords into ploughshares."

"The main and underlying cause (of war) is the unrest of people who cannot fulfil their reasonable expectations for food, shelter and simple amenities."

Ellen Gould, project co-ordinator for Project Ploughshares in Saskatoon, said world-wide military expenditures are accelerating while spending on social programs is being cut back.

Gould said Canada is not the "penny-ante military spender" it is often made out to be, adding that it ranks 11th in military spending out of the world's 160 nations.

Roche said almost \$1 trillion is spent each year on world-wide

military programs, to the great detriment of the global economy.

He said the 50,000 nuclear weapons in the world today have a destructive capacity one million times greater than the bomb that destroyed Hiroshima in 1945.

Williams spoke of "the absolute craziness of our world leaders claiming to speak in our interest

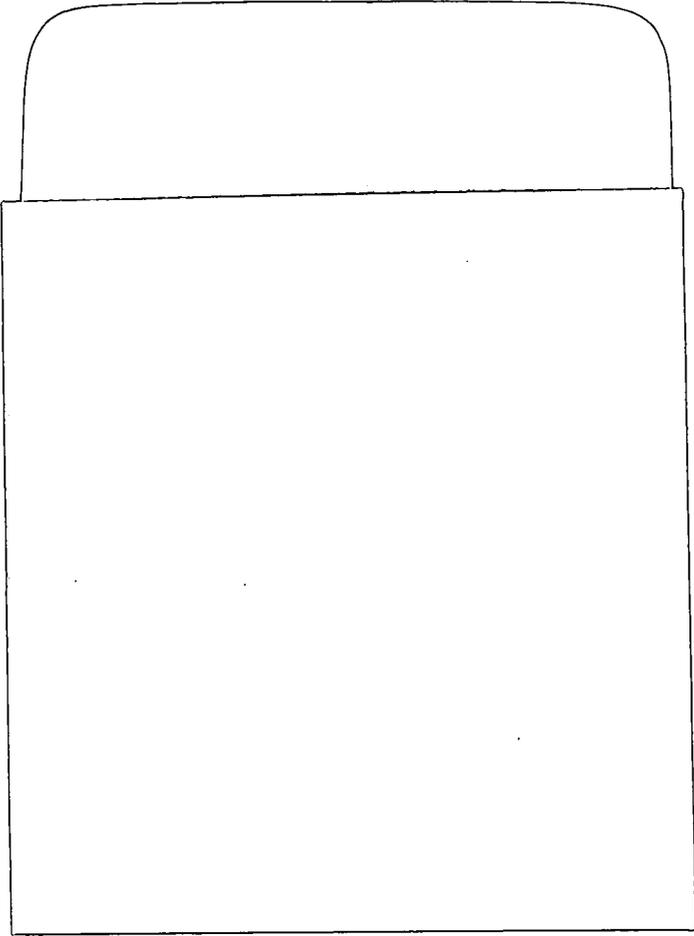
for development while planning our demise many times over."

" . . . They want to shoot us from outer space now. What logic is that? We have to convince these people . . . that the only way you can disarm is to disarm. You can't disarm by building weapons. Every day of this brinkmanship is a day of mortal risk for all of us."

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20023831 2



60984 81800